

VIVE LE MARXISME-LENINISME-MAOÏSME!

Le danger de droite dans le P.C. de l'U.R.S.S. Extrait du discours prononcé au Plénum du Comité central du P.C. (b) de l'Union soviétique, avril 1929 Staline

I - Les transformations sociales et nos désaccords

Où sont nos désaccords ? A quoi tiennent-ils ? Ils tiennent avant tout aux transformations sociales qui se sont produites ces derniers temps dans notre pays et dans les pays capitalistes.

D'aucuns s'imaginent que les désaccords au sein de notre parti ont un caractère accidentel. C'est faux. C'est tout à fait faux. Les désaccords dans notre parti sont dûs à l'aggravation de la lutte de classe qui se manifeste depuis quelque temps et qui donne issue à un tournant d'évolution. La principale erreur du groupe Bou-kharine consiste en ce qu'il ne voit pas ces transformations ni cette crise, il ne les voit pas et ne veut pas les voir. C'est ce qui explique l'incompréhension des nouvelles tâches du Parti et de l'I.C., incompréhension qui constitue le trait caractéristique de la nouvelle opposition.

Avez-vous remarqué, camarades, que les chefs de la nouvelle opposition, dans leurs discours au Plénum du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, ont complètement passé sous silence le problème des transformations sociales dans notre pays, qu'ils n'ont soufflé mot de l'aggravation de la lutte de classe et n'ont pas fait la moindre allusion, fût-ce lointaine, aux liens qui unissent nos désaccords et cette aggravation de la lutte de classe ?

Ils ont parlé de tout, et de la philosophie, et de la théorie, mais ils n'ont pas dit un traître mot des transformations sociales qui déterminent l'orientation et la pratique de notre parti à l'heure actuelle. Comment expliquer ce phénomène étrange ? Peut-être par l'oubli ? Certes, non. Les hommes politiques ne peuvent oublier l'essentiel. Cela tient à ce qu'ils n'aperçoivent pas et ne comprennent pas les nouveaux processus révolutionnaires qui se produisent aussi bien chez nous, dans notre pays, que dans les pays capitalistes. Cela tient à ce que l'essentiel leur a échappé, à savoir — les transformations sociales qu'un homme politique n'a pas le droit de laisser échapper de son champ visuel. De là le désarroi et l'impuissance dont fait preuve la nouvelle opposition en présence des nouvelles tâches qui s'imposent au Parti.

Rappelez-vous les récents événements qui se sont déroulés au sein de notre parti. Souvenez-vous des mots d'ordre lancés par le Parti depuis quelque temps, à propos des nouveaux phénomènes sociaux dans notre pays.

Je parle des mots d'ordre tels que ceux-ci: *l'autocritique*, le redoublement de la *lutte contre la bureaucratie et l'épuration de l'appareil soviétique*, la *formation de nouveaux cadres économiques et de spécialistes rouges*, le *développement intense des collectivités agricoles et des fermes d'Etat*, *l'offensive contre les koulaks*, la *réduction des prix de revient* et *l'amélioration radicale de l'action syndicale*, *l'épuration du Parti*, etc. A d'aucuns ces mots d'ordre ont paru abracadabrants, vertigineux. Or, n'est-il pas évident qu'ils sont tout à fait indispensables et de la plus haute actualité pour le Parti ?

Le fait est qu'à l'occasion du procès de Chakhti nous avons envisagé à nouveau la formation de cadres économiques, de spécialistes rouges recrutés dans la classe ouvrière et devant succéder aux vieux spécialistes.

Le procès de Chakhti nous a montré que la bourgeoisie était loin d'être définitivement terrassée, qu'elle organisait et continuerait d'organiser le sabotage de notre édification économique ; que nos organisations économiques, syndicales et, aussi celles du Parti, ont perdu de vue le travail de sape de nos ennemis de classe; qu'il fallait, par conséquent, consolider nos organisations et travailler à les améliorer, de toutes nos forces, par tous les moyens en développant et en accentuant leur vigilance de classe.

C'est ce qui a fait mettre en relief le mot d'ordre de *l'autocritique*. Pourquoi? Parce qu'il est impossible d'améliorer nos organisations économiques, syndicales et du Parti, d'accentuer l'édification socialiste et de réprimer le sabotage bourgeois sans développer à fond la critique et l'autocritique, sans soumettre au contrôle des masses le travail de nos organisations. Or, il est établi que le sabotage a eu lieu et continue d'avoir lieu non seulement dans les régions houillères, mais aussi dans la métallurgie, dans l'industrie militaire, sur les voies ferrées, dans l'industrie de l'or et du platine, etc. De là, le mot d'ordre d'autocritique.

Poursuivons. En présence des difficultés du stockage des blés, de l'attitude hostile des koulaks à l'égard de la politique des prix du gouvernement soviétique, nous avons aiguillé notre attention sur le développement intense des collectivités agricoles et des fermes d'Etat, sur l'offensive à mener contre les koulaks, sur l'organisation des stockages, en faisant pression sur les paysans riches.

Quel est l'enseignement à tirer des difficultés rencontrées dans le stockage des céréales? Celui que le koulak est toujours vigilant, qu'il se renforce, qu'il cherche à saper la politique du gouvernement soviétique, et que nos organisations coopératives, soviétiques et du Parti, tout au moins une partie d'entre elles, ou bien ne voient pas l'ennemi ou bien s'en accommodent au lieu de le combattre.

Ainsi le mot d'ordre d'autocritique, de vérification et d'amélioration

de nos organismes du Parti, de nos coopératives et, en général, des services de stockage s'impose plus impérieusement que jamais.

En outre, les nouvelles tâches qui se posent devant la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture sur la base du socialisme ont donné lieu au mot d'ordre visant à réduire systématiquement le prix de revient, à renforcer la discipline du travail, à développer l'émulation socialiste, etc. Ces tâches ont imposé la nécessité de reviser les méthodes de travail dans les syndicats et dans l'appareil soviétique, de stimuler à fond ces organisations et de les épurer de leurs éléments bureaucratiques.

De là, la nécessité de s'aiguiller sur le mot d'ordre : lutte contre la bureaucratie dans les syndicats et l'appareil soviétique.

Enfin, à propos de l'épuration du Parti, il serait puéril de s'imaginer que l'on puisse renforcer nos organisations soviétiques, économiques, syndicales et coopératives, les dégager des scories de la bureaucratie, sans avoir préalablement épuré le Parti lui-même. Il est hors de doute que les éléments bureaucratiques subsistent non seulement dans les organismes coopératifs, économiques, soviétiques et syndicaux, mais aussi dans ceux du Parti. Si le Parti est la force dirigeante de tous ces organismes, il est évident que l'épuration du Parti est la condition indispensable sans laquelle il est impossible de vivifier, d'améliorer à fond toutes les autres organisations de la classe ouvrière. De là le mot d'ordre de l'épuration du Parti.

Ces mots d'ordre sont-ils accidentels? Non certes. Vous vous en rendez compte vous-mêmes. *Ils constituent les anneaux nécessaires de la chaîne ininterrompue appelée offensive du socialisme contre les éléments du capitalisme.*

Ils se rattachent avant tout à la période de reconstruction de notre industrie et de notre agriculture sur la base du socialisme. Or, que

veut dire: reconstruction de l'économie nationale sur la base du socialisme? C'est l'offensive du socialisme contre les éléments capitalistes de l'économie nationale sur toute la ligne du front. C'est un coup de barre vigoureux, accompli par la classe ouvrière de notre pays dans le sens de l'édification du socialisme.

Mais pour réaliser cette reconstruction, il faut avant tout améliorer et consolider les cadres de l'édification socialiste, ceux des organisations économiques, soviétiques et syndicales, ceux aussi des coopératives et du Parti; il faut nettoyer toutes ces organisations, les épurer de toutes les scories, relever l'activité de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Ces mots d'ordre se rattachent ensuite à la résistance que les éléments capitalistes de l'économie nationale opposent à l'offensive du socialisme. On ne peut considérer le procès de Chakhti comme un fait isolé et fortuit. Des saboteurs œuvrent aujourd'hui dans toutes les branches de notre industrie. Nombre d'entre eux ont été éliminés, mais pas tous, loin de là. Le sabotage des intellectuels bourgeois est la forme la plus dangereuse de résistance au socialisme en marche. Il est d'autant plus dangereux qu'il a des attaches avec le capital international.

Le sabotage bourgeois atteste à coup sûr que les éléments capitalistes sont loin d'avoir déposé les armes, qu'ils prennent de la force en vue de nouvelles attaques contre le régime soviétique.

Quant aux éléments capitalistes de la campagne, on est d'autant moins fondé à considérer comme un phénomène accidentel l'assaut que livrent, depuis plus d'un an déjà, les koulaks contre la politique des prix du gouvernement soviétique. Il est des gens qui, aujourd'hui encore, n'arrivent pas à s'expliquer pourquoi, avant 1927, le koulak donnait du blé de son plein gré et pourquoi il n'en livre plus depuis au même titre. Cela n'est point fait pour nous surprendre.

Si avant, le koulak était relativement faible, n'avait pas la possibilité de montrer solidement son économie, ne disposait pas d'assez de capitaux pour renforcer celle-ci, ce qui le forçait à vendre au marché tous les excédents, ou peu s'en faut, de sa production agricole, — par contre, aujourd'hui, après plusieurs années de bonne récolte, ayant réussi à se monter en ménage, et à accumuler les fonds indispensables, il peut manœuvrer sur le marché, se faire une réserve de céréales, la plus précieuse des valeurs sur le marché des changes, quitte à vendre au marché de la viande, de l'avoine, de l'orge et d'autres productions de valeur secondaire. Il serait puéril de prétendre se faire livrer volontairement du blé par les koulaks. Voilà l'origine de la résistance que le koulak oppose aujourd'hui à la politique soviétique.

D'autre part, qu'est-ce que la résistance des éléments capitalistes de la ville et de la campagne à la marche offensive du socialisme? C'est un regroupement des forces des ennemis de classe du prolétariat, ayant pour but de défendre le passé contre l'innovation. On conçoit sans peine que cette circonstance ne peut pas ne pas aggraver la lutte de classe. Mais pour combattre la résistance des ennemis de classe et débayer la voie pour la progression du socialisme, il faut, entre autres choses, nettoyer toutes nos organisations, les épurer de leur bureaucratie, améliorer leurs cadres et mobiliser des millions d'hommes de la classe ouvrière et des masses travailleuses rurales contre les éléments capitalistes de la ville et de la campagne.

Tels sont les phénomènes sociaux qui ont donné naissance aux mots d'ordre actuels du Parti.

Il faut en dire autant des transformations sociales dans les pays capitalistes. Il serait ridicule de croire que la stabilisation du capitalisme soit restée inchangée. Il serait d'autant plus ridicule d'affirmer que la stabilisation se renforce, devient de plus en plus solide. La vérité est que la stabilisation capitaliste est minée et affaiblie chaque mois, chaque jour davantage.

L'accentuation de la lutte pour les débouchés et les matières premières, la course aux armements, l'accroissement des antagonismes entre l'Amérique et l'Angleterre, la marche ascendante du socialisme en U.R.S.S., la radicalisation de la classe ouvrière dans les pays capitalistes, des grèves et des batailles de classe dans les pays d'Europe, la croissance du mouvement révolutionnaire dans les colonies, y compris les Indes, la croissance du communisme dans tous les pays du monde, — autant de preuves irréfutables que nous assistons dans les pays capitalistes, à l'éclosion d'un nouvel élan révolutionnaire.

De là, la nécessité d'intensifier la lutte contre la social-démocratie et, avant tout, contre son aile « gauche », rempart social du capitalisme. De là la nécessité d'intensifier la lutte contre les éléments de droite, agents de l'influence social-démocrate dans les partis communistes. De là, la nécessité d'accentuer la lutte contre la conciliation envers la déviation de droite, refuge d'opportunisme dans les partis communistes. De là, le mot d'ordre qui proclame la nécessité de débarrasser les partis communistes des traditions social-démocrates. De là, ce qu'on appelle la nouvelle tactique du communisme dans les syndicats.

Il est des camarades qui ne se rendent pas compte du sens et de la portée de ces mots d'ordre. Mais un marxiste comprendra aisément que sans la mise à exécution de ces mots d'ordre, il est impossible de préparer les masses prolétariennes à de nouvelles batailles de classe, de triompher

de la social-démocratie, de procéder à la sélection des vrais chefs du mouvement communiste, capables de conduire la classe ouvrière à la lutte pour le renversement du capitalisme.

Voilà les déplacements sociaux de notre pays et des pays du capitalisme qui ont donné naissance aux mots d'ordre actuels de

notre parti, tant dans le domaine de la politique intérieure que dans celui de l'I.C.

Notre parti se rend compte des changements intervenus. Il comprend la portée des nouvelles tâches et mobilise ses forces en vue de les réaliser. Voilà pourquoi il est en mesure de faire face aux événements. Voilà pourquoi il ne redoute pas les difficultés qui s'amoncellent sur son chemin, étant prêt à les surmonter.

Le malheur de la nouvelle opposition, celle du groupe du camarade Boukharine, est de ne pas apercevoir ces changements sociaux et de ne pas comprendre les nouvelles tâches du Parti. Et c'est justement parce qu'elle ne les comprend pas qu'elle traverse un état de désarroi complet, qu'elle s'apprête à fuir les difficultés, à reculer devant elles et à rendre ses positions.

Avez-vous eu l'occasion d'observer des pêcheurs avant la tempête sur un grand fleuve, tel que l'Iéniisséï? Je les ai observés, moi, plus d'une fois. Il arrive parfois qu'un groupe de pêcheurs, la tempête étant imminente, mobilise toutes ses forces, stimule ses hommes et conduit courageusement l'embarcation au-devant de la tempête: « Tenez bon, les gars, appuyez sur le gouvernail, fendez les vagues, nous serons les vainqueurs ».

Mais il y a une autre espèce de pêcheurs qui, flairant la tempête, perdent la tête, commencent à pleurnicher, et apportent la démoralisation dans leurs propres rangs: « Quel désastre! Attention à la tempête, couchez-vous, les gars, au fond de l'embarcation, fermez les yeux et attendez, peut-être les vagues nous pousseront-elles au rivage ». (*Rires.*) Est-il besoin de démontrer que l'orientation et la conduite du groupe de Boukharine ressemblent comme deux gouttes d'eau à l'orientation et à la conduite du second groupe de pêcheurs qui reculent, épouvantés, devant les difficultés ?

Nous disons qu'en Europe mûrissent les facteurs d'un nouvel essor

révolutionnaire, que cette circonstance nous impose de nouvelles tâches: renforcer la lutte contre la déviation de droite dans les partis communistes et en éliminer les droitiers, accentuer la lutte contre les conciliateurs qui couvrent la déviation de droite, accentuer la lutte contre les traditions social-démocrates dans les partis communistes, etc.

Or, Boukharine riposte que tout cela n'est que des vétilles, que nous n'avons pas du tout à réaliser de nouvelles tâches; qu'en réalité la majorité du Comité central cherche à lui imposer ses idées à lui.

Nous disons que les changements sociaux qui interviennent dans notre pays nous imposent de nouvelles tâches, qui comportent la baisse systématique du prix de revient et le renforcement de la discipline du travail dans les entreprises; que nous ne pourrions nous acquitter de ces tâches sans opérer un changement radical dans les méthodes de travail des syndicats. Or, Tomski vient nous dire que tout cela sont des sornettes, que nous n'avons pas du tout de nouvelles tâches à réaliser, qu'en réalité la majorité du Comité central cherche à lui imposer ses idées à lui, Tomski.

Nous disons que l'édification nouvelle de l'économie nationale nous impose de nouvelles tâches tendant à renforcer la lutte contre la bureaucratie de l'appareil soviétique et économique, à épurer cet appareil des éléments pourris et étrangers à la classe ouvrière, des saboteurs, etc. Or, Rykov vient nous objecter que tout cela ce sont des bagatelles, que nous n'avons pas du tout de nouvelles tâches à réaliser, qu'en réalité, la majorité du Comité central cherche à lui imposer ses idées à lui, Rykov.

Allons, n'est-ce pas ridicule? N'est-il pas évident que Boukharine, Tomski et Rykov ne voient pas plus loin que leur nombril?

Le malheur du groupe de Boukharine c'est de ne pas voir les nouveaux mouvements de classe et de ne point comprendre les

nouvelles tâches du Parti. Et c'est justement parce qu'il ne les comprend pas qu'il se traîne à la remorque des événements et recule devant les difficultés.

Voilà donc l'origine de nos désaccords.

II - Nos désaccords dans le domaine de l'Internationale communiste

J'ai déjà dit que Boukharine ne se rend pas compte des nouvelles tâches de l'I.C. tendant à éliminer les hommes de droite des partis communistes, à refréner les conciliateurs et à débarrasser les partis communistes des traditions social-démocrates, qui nous sont imposées par les facteurs croissants du nouvel essor révolutionnaire. Cette thèse a été totalement confirmée par nos désaccords sur les problèmes touchant l'I.C.

Quelles sont les origines de nos désaccords dans ce domaine?

Nos désaccords remontent à l'époque du II^e Congrès, où furent présentées par Boukharine des thèses sur la situation internationale. D'ordinaire, les thèses sont examinées préalablement par la délégation du P.C. de l'Union soviétique. Mais, en l'occurrence, il en fut tout autrement. Et les thèses signées de Boukharine furent envoyées tout à la fois à la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. et aux délégations étrangères du VI^e congrès. Or, les thèses se révélèrent insuffisantes sur bien des points. La délégation du P.C. de l'U.R.S.S. dut y introduire jusqu'à vingt amendements.

Cela mettait Boukharine dans une posture quelque peu fâcheuse. Mais à qui en incombait la faute? Pourquoi Boukharine avait-il besoin de distribuer les thèses aux délégations étrangères avant qu'elles eussent été examinées par la délégation du P.C. de l'U.R.S.S.? D'autre part, la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. pouvait-elle ne pas apporter d'amendements aux thèses qui s'étaient révélées insuffisantes? Finalement, la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. fit

distribuer des thèses presque entièrement remaniées sur la situation internationale que les délégations étrangères opposèrent aux anciennes thèses portant la signature de Boukharine. Il est évident que ce malentendu n'aurait pas eu lieu, si Boukharine ne s'était pas empressé de faire distribuer ses thèses aux délégations étrangères.

J'aurais voulu noter quatre amendements essentiels apportés aux thèses de Boukharine par la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. Cela afin d'illustrer avec évidence le caractère de nos désaccords dans les questions touchant l'I.C.

La première question est relative au caractère de la stabilisation capitaliste. Boukharine soutenait dans ses thèses qu'aucun facteur nouveau ne venait à l'heure actuelle entamer la stabilisation du capitalisme ; que, bien au contraire, le capitalisme était en train de se *reconstruire* et qu'en somme il était plus ou moins *solide*.

Il est clair que la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. ne pouvait accepter une telle appréciation de ce qu'on appelle la troisième période, c'est-à-dire celle que nous traversons en ce moment. Elle ne pouvait l'accepter, car le maintien de cette caractéristique de la troisième période eût incité nos critiques à dire que nous nous plaçons au point de vue d'Hilferding, point de vue que nous autres communistes ne pouvons adopter. Aussi, la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. apportait-elle un amendement en ce sens que la stabilisation capitaliste est précaire et qu'il n'en saurait être autrement; qu'elle se désagrège et continuera de se désagréger au fur et à mesure que se dérouleront les événements, face à l'aggravation de la crise du capitalisme mondial.

Camarades, cette question est d'une importance décisive pour les sections de l'I.C. De ce que la stabilisation capitaliste se disloque ou se consolide dépend l'orientation des partis communistes dans leur action politique quotidienne.

La période présente marque-t-elle la décadence du mouvement révolutionnaire, un simple ralliement de forces, ou est-ce une période d'accumulation des facteurs du nouvel élan révolutionnaire, période de préparation de la classe ouvrière aux futures batailles de classe? De la réponse à cette question dépend l'orientation tactique des partis communistes. L'amendement apporté par la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. et adopté ensuite par le congrès, a ceci de bon qu'il s'oriente nettement vers la deuxième perspective, vers l'accumulation des facteurs du nouvel essor révolutionnaire.

La deuxième question est celle de la lutte contre la social-démocratie. Les thèses de Boukharine disaient que la lutte contre la social-démocratie était une des tâches fondamentales des sections de l'I.C. Certes, cela est exact, mais insuffisant. Pour mener avec succès la lutte contre la social démocratie, il faut aiguiller son attention sur le problème de la lutte contre l'aile dite de « gauche » de la social-démocratie; contre cette aile « gauche » qui, jouant avec des phrases radicales pour duper habilement les ouvriers, entrave l'abandon par ces derniers de la social-démocratie.

Il est évident que sans porter un coup aux social-démocrates de « gauche », il sera impossible de vaincre la social-démocratie. Or, dans les thèses de Boukharine, la question de l'aile « gauche » est entièrement éludée. C'est là, bien entendu, une grosse lacune. Voilà pourquoi la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. a dû apporter un amendement aux thèses de Boukharine, que le congrès a ensuite adopté.

La troisième question est relative à l'esprit de conciliation dans les sections de l'I.C. Les thèses de Boukharine affirmaient la nécessité de combattre la déviation de droite, sans toutefois souffler mot de la conciliation à l'égard de la déviation de droite. Il va de soi que c'était là une grosse lacune. C'est que quand on déclare la guerre à la déviation de droite, les droitiers se posent d'ordinaire en conciliateurs et mettent le Parti dans une fâcheuse posture.

Pour prévenir cette manœuvre des partisans de la déviation de droite, il est indispensable de préconiser la lutte décisive contre les conciliateurs. C'est pourquoi la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. a cru devoir apporter aux thèses de Boukharine un amendement, que le congrès a ensuite adopté. *La quatrième question* est celle de la discipline. Les thèses de Boukharine ne font pas même mention de la nécessité de maintenir la discipline de fer dans les partis communistes.

Cette lacune n'est pas moins grave. Pourquoi? Mais parce que pendant que nous accentuons la lutte contre la déviation de droite, pendant que nous nous occupons à épurer les partis communistes des éléments opportunistes, les droitiers s'organisent en fraction, créent leur propre discipline de fraction; quant à la discipline du Parti ils la brisent et la détruisent. Pour préserver le Parti des manœuvres de fraction effectuées par les droitiers, il est indispensable de préconiser le maintien d'une discipline de fer dans le Parti et la soumission inconditionnée de tous les militants du Parti à cette discipline. Sans cela la lutte contre la déviation de droite ne sera pas sérieuse.

C'est pourquoi la délégation du Parti communiste de l'Union soviétique a porté aux thèses de Boukharine un amendement que le VI^e congrès a adopté ensuite.

Pouvions-nous ne pas apporter ces correctifs aux thèses de Boukharine? Il est évident que nous ne pouvions pas ne pas le faire. Dans l'antiquité, on disait de Platon : « Nous aimons le maître, mais nous aimons encore plus la vérité. » Nous pourrions en dire autant de Boukharine : Nous aimons Boukharine, mais nous aimons encore plus la vérité, le Parti, l'I.C. Voilà la raison pour laquelle la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. s'est vue dans la nécessité d'apporter ces amendements aux thèses de Boukharine.

C'est là, pour ainsi dire, *la première étape de nos désaccords* en ce

qui touche l'I.C.

La deuxième étape de nos désaccords se rattache à l'affaire dite de Wittorf et Thaelmann. Wittorf, ex-secrétaire de l'organisation de Hambourg, fut exclu du Parti pour avoir détourné des fonds appartenant à la caisse du Parti. Les conciliateurs du C.C. du P.C. allemand, mettant à profit l'intimité entre Wittorf et Thaelmann, encore que ce dernier n'ait eu rien de commun avec le délit du premier, après avoir transformé l'affaire Wittorf en affaire Thaelmann se sont mis à renverser la direction du Parti communiste allemand. Vous savez sans doute déjà par les communiqués de la presse que les conciliateurs Ewert et Gerhardt avaient réussi, à ce moment, à entraîner momentanément la majorité du C.C. du P.C.A. contre Thaelmann. Qu'advint-il? Ce dernier fut écarté de la direction, accusé de corruption.

On publia une résolution « correspondante » à l'insu et sans la sanction du C.E. de l'I.C. Ainsi, au lieu de suivre la directive du VI^e congrès de l'I.C. sur la lutte contre la conciliation; au lieu de combattre la déviation de droite et les conciliateurs, il en est résulté la violation la plus grossière de cette directive, la lutte contre la direction révolutionnaire du P.C.A., contre Thaelmann, lutte ayant pour but de *couvrir* la déviation de droite et *d'affermir* l'espoir de conciliation dans les rangs des communistes allemands.

Or, au lieu de donner un coup de barre pour redresser la situation; au lieu de rétablir la directive compromise du VI^e congrès, de rappeler à l'ordre les conciliateurs, — Boukharine, dans la lettre que l'on sait, propose de *sanctionner* le coup de force des conciliateurs, de leur livrer le P.C.A., de flétrir à nouveau Thaelmann dans la presse, en publiant une fois de plus un verdict de culpabilité. Et c'est cela que l'on appelle un « dirigeant » de l'I.C! A-t-on jamais vu des dirigeants de cette espèce ?

Le C.C. du Parti, après examen, a repoussé la proposition Boukharine. Bien entendu, cela déplut à Boukharine. A qui la faute?

Les décisions du VI^e congrès n'ont pas été adoptées pour être violées, mais pour être appliquées. Dès l'instant où le VI^e congrès a décidé de combattre la déviation de droite et les conciliateurs, en maintenant la direction entre les mains du noyau fondamental du P.C.A. avec Thaelmann à la tête, et que les conciliateurs Ewert et Gerhardt ont cherché à transgresser cette décision, Boukharine se devait de rappeler à la raison les conciliateurs, au lieu de leur laisser la direction du P.C.A. La faute en est à Boukharine qui avait « oublié » les décisions du VI^e congrès.

La troisième étape de nos désaccords se rattache à la question de la lutte contre la droite dans le P.C.A., à la défaite infligée à la fraction Brandler et Thalheimer et à l'exclusion des leaders de cette fraction du P.C.A. La « position » de Boukharine et de ses amis, dans cette question capitale, consistait à se dérober à la nécessité de participer à la solution de cette question. Au fond, c'était le sort du Parti communiste d'Allemagne qui était en jeu. Sans l'ignorer, Boukharine et ses amis n'en ont pas moins freiné continuellement le règlement de cette affaire et évité systématiquement de participer aux séances tenues par les organes compétents. Pourquoi se tenaient-ils à l'écart ? Sans doute pour rester « immatriculés » et devant l'I.C. et devant la droite du P.C.A. et pouvoir dire après : « Ce n'est pas nous, groupe de Boukharine, qui avons fait exclure Brandler et Thalheimer du Parti, c'est la majorité du C.C. ». C'est ce qui s'appelle lutter contre le danger de droite.

Voici enfin *la quatrième étape de nos désaccords*. Elle se rattache à la demande formulée par Boukharine, au Plénum de novembre: faire revenir d'Allemagne Neumann et rappeler à l'ordre Thaelmann, pour avoir soi-disant critiqué, dans un de ces discours, le rapport de Boukharine au VI^e congrès. Certes, nous ne pouvions accéder à cette demande sans avoir en mains aucun document à l'appui. Boukharine promit de présenter des documents contre Neumann et Thaelmann.

Mais il n'en put produire aucun. Au lieu de documents, il fit envoyer

aux membres de la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. le discours que vous savez de Humbert-Droz prononcé au Secrétariat politique du CE. de l'I.C., celui-là même que le Présidium de l'Exécutif de l'I.C. qualifiait plus tard de discours opportuniste. En faisant distribuer le discours de Humbert-Droz aux membres de la délégation du P.C. de l'U.R.S.S. à titre de matériel contre Thaelmann, Boukharine voulait appuyer sa demande de rappel de Neumann et de blâme à Thaelmann. En réalité, il n'a démontré qu'une chose: c'est qu'il était solidaire de Humbert-Droz dont la position a été traitée d'opportuniste par le CE. de l'I.C.

Tels sont, camarades, les principaux éléments de nos désaccords dans les questions concernant l'I.C.

Boukharine estime que nous « décomposons » l'I.C. en combattant la déviation de droite et la conciliation à son égard dans ses sections ; que nous « détruisons » l'I.C. en épurant les partis communistes allemand et tchécoslovaque des éléments et des traditions social-démocrates; en éliminant les Brandler et les Thalheimer des partis communistes. Or, nous pensons, quant à nous, qu'en faisant cette politique et en nous aiguillant sur la lutte contre la déviation de droite et la conciliation à son égard, nous renforçons l'I.C., nous l'épurons des opportunistes, bolchévisons ses sections et aidons les partis communistes à préparer la classe ouvrière aux batailles révolutionnaires à venir.

Comme vous le voyez, il ne s'agit point de simples nuances qui se manifestent au sein du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S., mais de désaccords assez graves dans les questions fondamentales de la politique de l'I.C.

III - Désaccords en matière de politique intérieure

J'ai parlé tout à l'heure des changements sociaux et de la lutte de classe dans notre pays. Je disais que le groupe de Boukharine était frappé de cécité, qu'il ne se rendait pas compte de toutes ces modifications sociales et des tâches nouvelles du Parti. Je disais que, sur ce terrain, la nouvelle opposition se voyait désorientée, redoutait les difficultés, était prête à capituler devant elles.

On ne saurait prétendre que ces erreurs de la nouvelle opposition soient l'effet du hasard. Loin de là, elles sont dues à la période de développement, déjà révolue, et que l'on nomme période de redressement de l'économie nationale, où l'édification suivait une voie paisible, un cours pour ainsi dire spontané; où les modifications sociales et l'exacerbation de la lutte de classe dont nous sommes les témoins aujourd'hui, étaient encore inexistantes. Aujourd'hui, nous traversons une nouvelle phase de développement, différente de celle qui l'a précédée.

C'est la période d'édification nouvelle dans l'économie nationale tout entière sur la base du socialisme. Cette nouvelle période est génératrice de nouveaux changements sociaux; elle aggrave la lutte de classe. Elle impose de nouveaux procédés de lutte, la nécessité de regrouper nos forces, d'améliorer et de raffermir toutes nos organisations. Le malheur du groupe de Boukharine consiste justement en ce qu'il vit dans le passé, qu'il ne se rend pas compte des caractéristiques particulières de cette nouvelle période et de la nécessité de recourir à de nouveaux procédés de lutte. C'est ce qui explique son aveuglement, son désarroi, sa panique en présence des difficultés.

I. De la lutte de classe

Quelle est la base théorique de cet aveuglement et du désarroi du groupe Boukharine?

Je crois que la cause théorique de cet aveuglement et de ce désarroi réside dans l'appréciation fautive, non marxiste que donne

Boukharine de la lutte de classe, dans notre pays. Je veux parler de la théorie non marxiste préconisée par Boukharine sur l'intégration des koulaks dans le socialisme, de son incompréhension du mécanisme de la lutte de classe dans le cadre de la dictature du prolétariat.

On a cité ici, à plusieurs reprise le passage bien connu de la brochure de Boukharine : *le Chemin du socialisme* sur l'intégration des koulaks dans le socialisme. Mais ce passage n'a été reproduit ici qu'incomplètement. Permettez-moi donc de vous le citer en entier. Cela est nécessaire, camarades, pour vous montrer combien Boukharine s'éloigne de la théorie marxiste de la lutte de classe.

Ecoutez plutôt :

Le réseau fondamental de nos coopératives paysannes sera ainsi formé de cellules coopératives de paysans « laborieux » et non koulaks, cellules qui s'intégreront dans le système de nos organismes d'Etat et deviendront *les anneaux d'une même chaîne de l'économie socialiste*. D'autre part, les foyers coopératifs koulaks s'intégreront de même, par l'intermédiaire de banques, etc., dans le même système. Ils n'en resteront pas moins *jusqu'à un certain point un corps étranger* analogue, par exemple, *aux entreprises concédées*. (N. Boukharine: *le Chemin du socialisme et le bloc ouvrier-paysan*, p. 48.)

Je ne sais pour quelle raison des camarades, en citant ce passage emprunté à la brochure de Boukharine, ont omis la dernière phrase sur les entreprises concédées. Le camarade Rozite, désireux visiblement d'aider Boukharine, a pris prétexte de cette circonstance pour dire, de son banc, que l'on déformait Boukharine. Or, le sel de tout ce passage est contenu justement dans cette dernière phrase sur les concessionnaires. Car, en mettant les concessionnaires sur un pied d'égalité avec les koulaks et dès l'instant que ces derniers peuvent s'intégrer dans le socialisme, il en résulte que les

concessionnaires, eux aussi, s'intègrent dans le socialisme. (*Hilarité.*)

Voilà donc, Rozite, le tour que prennent les choses.

Rozite. — *Boukharine dit dans ce passage: « comme un corps étranger ».*

Staline. — Le passage incriminé dit: « jusqu'à un certain point comme un corps étranger». Par conséquent, les koulaks et les concessionnaires sont « jusqu'à un certain point » un corps étranger dans le système du socialisme. L'erreur de Boukharine consiste précisément en ce que les koulaks et les concessionnaires, tout en étant « jusqu'à un certain point » un corps étranger, ne s'intègrent pas moins dans le socialisme. Voilà à quelle absurdité conduit la théorie de Boukharine! Les capitalistes de la ville et de la campagne, les koulaks et les concessionnaires s'intègrent dans le socialisme, voilà où en vient Boukharine.

Non, camarades, ce « socialisme », nous n'en voulons pas. Nous en faisons cadeau à Boukharine.

Jusqu'à présent, nous, marxistes-léninistes, pensions qu'entre les capitalistes de la ville et ceux de la campagne, d'une part, et la classe ouvrière, de l'autre, il y avait opposition d'intérêt *irréductible*. C'est là-dessus que repose la théorie marxiste de la lutte de classe. Or, aujourd'hui, - la théorie de Boukharine sur l'intégration pacifique des capitalistes dans le socialisme bouleverse toutes ces notions de fond en comble, l'opposition irréductible des intérêts de classe entre exploiters et exploités disparaît, les exploiters entrant dans le système du socialisme.

Rozite. — *Cela est inexact. La dictature du prolétariat est implicitement entendue.*

Staline. — Mais la dictature du prolétariat est la forme la plus aiguë de la lutte de classe.

Rozite. — *Parfaitement.*

Staline. — Mais, d'après Boukharine, les capitalistes s'intègrent dans cette dictature du prolétariat. Comment ne le comprenez-vous pas, Rozite ? Contre qui faut-il mener la lutte de classe dans sa forme la plus aiguë, dès l'instant où les capitalistes de la ville et ceux de la campagne s'intègrent dans le système de la dictature du prolétariat ? La dictature du prolétariat est nécessaire pour mener une lutte implacable contre les éléments capitalistes, pour écraser la bourgeoisie et extirper les racines du capitalisme. Mais si les capitalistes de la ville et de la campagne; si les koulaks et les concessionnaires s'intègrent dans le système du socialisme, à quoi servira-t-elle cette dictature du prolétariat, et si elle sert à quelque chose, quelle classe va-t-elle réprimer ?

Rozite. — *C'est que la théorie de Boukharine, tout en admettant les koulaks dans le système socialiste, implique justement la lutte de classe.*

Staline. — Je vois que Rozite a juré de rendre service à Boukharine. Mais ce service rappelle le pavé de l'ours, car loin de sauver Boukharine, il l'entraîne plus résolument encore dans l'abîme. Ce n'est pas pour rien que l'on dit qu' « ours serviable est pire qu'un ennemi ». (*Hilarité générale.*)

De deux choses l'une: ou bien il existe une opposition irréductible d'intérêts entre la classe capitaliste et la classe ouvrière au pouvoir et qui a organisé sa dictature, ou bien, cette opposition d'intérêts est inexistante, et dans ce cas il ne reste qu'à proclamer l'harmonie des intérêts de classe.

Ou la théorie marxiste de la lutte de classe, *ou* la théorie de l'intégration des capitalistes dans le socialisme. *Ou* la théorie de l'opposition irréductible des intérêts de classe, *ou* la théorie de l'harmonie des intérêts de classe. C'est l'une ou l'autre.

On pourrait à la rigueur, comprendre les « socialistes » tels que Brentano ou Sydney Webb qui prêchent l'intégration du socialisme dans Le capitalisme et de ce dernier dans le socialisme. Car ces « socialistes » sont, en fait, des antisocialistes, des libéraux bourgeois.

Mais on ne saurait pas concevoir un homme voulant être marxiste professant en même temps l'intégration du capitalisme dans le socialisme.

Boukharine a essayé, dans son discours, d'étayer sa théorie en se référant à Lénine. Il prétend que ce dernier « *dit la même chose* » que Boukharine.

C'est faux.

C'est une grossière et impardonnable calomnie contre Lénine.

Voici le texte de ce passage de Lénine :

Bien entendu, dans notre République soviétique, le régime social est fondé sur la collaboration de deux classes, ouvriers et paysans, collaboration à laquelle sont admis aujourd'hui, à de certaines conditions, les nepmans, c'est-à-dire la bourgeoisie. (*Œuvres complètes*, t. XXVII, art. « Gomme réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne ».)

Vous voyez qu'il n'y a pas un seul mot de l'intégration des capitalistes dans le socialisme. Le texte dit seulement que nous avons « admis » à de « certaines conditions », les nepmans, c'est-à-dire la bourgeoisie, à collaborer avec les ouvriers et les paysans. Qu'est-ce à dire? Que nous laissons par là même les nepmans s'intégrer dans le socialisme? Non certes. Seuls des gens ayant perdu tout sentiment de pudeur sont capables de donner à ce passage de Lénine une telle interprétation.

Cela veut dire ceci : que *pour le moment* nous ne supprimons pas la bourgeoisie, que *pour le moment* nous ne la dépossédons pas; que nous la laissons subsister à de certaines conditions, c'est-à-dire à la condition de se soumettre totalement aux lois de la dictature du prolétariat, qui comporte une limitation progressive des capitalistes tendant à les évincer complètement de la vie économique du pays.

Mais saura-t-on pratiquement déloger les capitalistes de leurs positions économiques et extirper les racines du capitalisme sans une lutte de classe acharnée? Non évidemment. Pourra-t-on abolir les classes, en appliquant la théorie de l'intégration des capitalistes dans le socialisme ?

Non, évidemment. Cette théorie ne saurait que cultiver et perpétuer les classes puisqu'elle contredit la théorie de la lutte de classe. Or, le passage cité de Lénine est totalement basé sur la théorie marxiste de la lutte de classe dans le cadre de la dictature du prolétariat. Quoi de commun entre la théorie de Boukharine sur l'intégration des koulaks dans le socialisme, et celle de Lénine sur la dictature en tant que forme aiguë de la lutte de classe? Il est évident qu'entre ces deux théories il n'y a et il ne peut y avoir rien de commun. Boukharine suppose que sous la dictature du prolétariat la lutte de classe doit s'éteindre et *disparaître* pour faire anéantir les classes. Or, Lénine nous enseigne que les classes ne seront abolies qu'après une lutte de classe persévérante, *plus acharnée* encore sous la dictature du prolétariat qu'avant celle-ci.

L'abolition des classes, — dit Lénine, — sera le résultat d'une longue *lutte de classe*, difficile et opiniâtre, qui, *après* le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, *après* la destruction de l'Etat bourgeois, *après* l'instauration de la dictature du prolétariat, *ne disparaîtra pas* comme se l'imaginent les pieds plats du vieux socialisme et de la vieille social-démocratie), mais changera ses formes devenant, sous bien des rapports, plus acharnée encore. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXIV, art. « Salut aux ouvriers hongrois ».)

Voilà ce que dit Lénine de l'abolition des classes.

Abolition des classes à la suite d'une lutte de classe acharnée du prolétariat, telle est la formule de Lénine.

Abolition des classes par l'extinction de la lutte de classe et par l'intégration des capitalistes dans le socialisme, telle est la formule de Boukharine.

Il est évident qu'entre ces deux formules il n'y a et il ne peut y avoir rien de commun.

La théorie de Boukharine sur l'intégration des capitalistes dans le socialisme constitue de la sorte une déviation de la théorie de la lutte de classe marxiste-léniniste. Elle se rapproche de la théorie du socialisme de la chaire.

C'est là l'origine de toutes les erreurs de Boukharine et de ses amis.

On me dira qu'il ne vaut pas la peine de s'étendre longuement sur la théorie de Boukharine de l'intégration des koulaks dans le socialisme, parce que cette théorie parle elle-même ; bien mieux : elle crie contre Boukharine.

Ce ne serait pas juste. Tant que cette théorie se trouvait sous le boisseau, on pouvait ne pas faire attention : faut-il s'occuper de toutes les élucubrations de nos camarades ?

C'est ce que nous avons fait jusqu'à ces derniers temps. Mais depuis, la situation a quelque peu changé. Les éléments petits-bourgeois, déchaînés depuis quelques années, se sont mis à ranimer cette théorie antimarxiste, en lui donnant un caractère d'actualité. Aujourd'hui elle n'est plus sous le boisseau. Aujourd'hui, cette théorie étrange de Boukharine a la prétention de devenir le drapeau de la déviation de droite dans notre parti, le drapeau de l'opportunisme. C'est pourquoi on ne saurait plus la passer sous silence. C'est pourquoi nous nous devons de la réfuter, comme fausse et pernicieuse, afin de faciliter aux militants du Parti la lutte contre la déviation de droite.

2. L'exacerbation de la lutte de classe

La deuxième erreur de Boukharine, qui découle de la première, consiste dans l'appréciation fautive, non marxiste, de la question relative à l'exacerbation de la lutte de classe, à la résistance accentuée des éléments capitalistes à la politique socialiste du gouvernement soviétique.

De quoi s'agit-il ici? Est-ce parce que ces éléments capitalistes croissent plus rapidement que le secteur socialiste de notre économie nationale et que, pour cette raison, ils renforcent leur résistance, pour saper l'édification socialiste? Nullement. D'autre part, il est inexact de dire que des éléments capitalistes croissent plus rapidement que le secteur socialiste. Si cela était vrai, l'édification socialiste serait, dès maintenant, au bord du précipice.

La vérité est que le socialisme attaque avec succès les éléments capitalistes; que le socialisme croît *plus rapidement* que les éléments capitalistes; que l'importance spécifique des éléments capitalistes *diminue* en conséquence, et que, de ce fait, ces derniers, sentant l'approche d'un danger mortel, renforcent leur résistance. Si, pour le moment, ils ont encore la possibilité de le faire, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont soutenus par le capitalisme mondial, mais aussi parce que, en dépit du fléchissement de leur rôle, de leur croissance relative comparée à celle du socialisme, la croissance absolue des éléments capitalistes n'en a pas moins lieu. C'est ce qui leur permet, dans une certaine mesure, d'accumuler des forces pour résister à la marche ascendante du socialisme.

C'est sur cette base que, *au stade actuel de l'évolution*, face au rapport des forces sociales en présence, la lutte de classe s'aggrave et la résistance des éléments capitalistes de la ville et de la campagne va s'accroissant. L'erreur de Boukharine et de ses amis est qu'ils ne se rendent pas compte de cette vérité, pourtant simple et évidente. Leur erreur consiste à prendre une attitude non marxiste, petite-bourgeoise envers cette question; à expliquer l'exaspération de la

lutte de classe par des raisons accidentelles de tous ordres, telles que le « mauvais état » de l'appareil soviétique, la politique locale « imprudente » de nos camarades, le « manque » de souplesse, les « exagérations », etc.

Voici, à titre d'exemple, un passage tiré de la brochure de Boukharine *le Chemin du socialisme*, qui prouve son point de vue absolument non marxiste sur la question du développement de la lutte de classe :

Dans les campagnes, la lutte de classe éclate de ci, de là, sous des formes primitives. A noter que cette aggravation est provoquée d'ordinaire par les éléments koulaks. Lorsque, par exemple, les koulaks ou des individus s'enrichissant aux dépens d'autrui et ayant pénétré dans les organismes soviétiques, tirent des coups de feu sur les correspondants ruraux, c'est là une manifestation de la lutte de classe dans sa forme la plus aiguë. [C'est inexact, la forme la plus aiguë de la lutte de classe, c'est l'insurrection.] Cependant, ces cas ne se produisent que là où l'appareil soviétique local est encore faible.

A mesure que cet appareil s'améliore, à mesure que se renforcent toutes les cellules de base du pouvoir soviétique, à mesure que s'améliorent et se raffermissent les organisations rurales du Parti et des Jeunesses communistes, les phénomènes de cet ordre deviennent — cela se conçoit sans peine — de plus en plus rares et *disparaîtront finalement sans laisser de traces*. (Boukharine, *le Chemin du socialisme et le bloc ouvrier paysan*, p. 52.)

Ainsi l'exacerbation de la lutte de classe proviendrait du mauvais état de l'appareil soviétique, de la faiblesse ou de la force de nos organisations de base. De la sorte, le sabotage des intellectuels bourgeois à Chakhti, qui est une des formes de résistance des éléments capitalistes au régime soviétique et la forme aiguë de la lutte de classe aurait pour cause non pas le rapport des forces sociales, non pas la croissance du socialisme, mais le mauvais état de notre appareil.

D'après Boukharine, notre appareil était en règle avant le sabotage en masse de la région de Chakhti et il est devenu mauvais quand ce sabotage s'est révélé. Il en résulta que, jusqu'à l'année dernière, tant que les stockages s'effectuaient sans encombre et que la lutte de classe n'avait pas encore pris chez nous une forme particulièrement aiguë, nos organisations locales étaient bonnes, voire même parfaites, mais qu'elles sont devenues tout d'un coup mauvaises, voire même totalement inutilisables depuis l'année dernière, depuis que la résistance des koulaks revêt des formes particulièrement graves.

Cette explication n'en est point une, c'est, plutôt, une façon de se moquer du monde. Ce n'est pas de la science, c'est de la sorcellerie.

Mais à quoi tient cette exaspération de la lutte de classe ?

A deux causes.

D'abord, à notre marche en avant, à notre offensive, au développement des formes socialistes de l'économie, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture, développement suivi de l'élimination de certaines catégories de capitalistes de la ville et de la campagne. La situation se présente comme l'a formulée Lénine: c'est à qui l'emportera: ou nous ferons toucher aux capitalistes les épaules à terre et leur livrerons, comme disait Lénine, une ultime bataille décisive, ou c'est à nous qu'on fera toucher les épaules à terre.

En second lieu, cela tient à ce que les éléments capitalistes ne veulent pas quitter la scène de leur propre gré; ils opposent et continueront d'opposer la résistance au socialisme, se rendant bien compte que leurs jours sont comptés. Le fait est qu'ils ont encore la possibilité de résister, puisque malgré la diminution de leur rôle, ils n'en augmentent pas moins en valeur absolue; puisque, comme l'a dit Lénine, la petite bourgeoisie, urbaine et rurale, fournit de son milieu,

chaque jour et à toute heure, des capitalistes grands et petits qui font tout leur possible pour défendre leur existence.

L'histoire ne connaît pas encore d'exemples de classes mourantes quittant la scène de leur plein gré. Il n'est point d'exemples dans l'histoire où la bourgeoisie agonisante n'ait mis en œuvre ce qui lui restait de force pour essayer de défendre son existence. Que notre appareil soviétique de base soit bon ou mauvais, notre marche en avant, notre offensive réduiront les éléments capitalistes à leur plus simple expression, les délogeront de leurs positions, mais ces classes mourantes n'en continueront pas moins de résister.

Voilà la cause sociale de l'exacerbation de la lutte de classe.

L'erreur de Boukharine et de ses amis consiste en ce qu'ils identifient l'accroissement de la résistance des capitalistes avec celui de leur importance relative. Rien ne saurait justifier une telle identification. Car si les capitalistes résistent, cela ne veut pas encore dire qu'ils soient devenus plus forts que nous. C'est exactement le contraire qui est vrai. Les classes déclinantes résistent non parce qu'elles deviennent plus fortes que nous, mais parce que le socialisme progresse plus rapidement qu'elles, et qu'elles deviennent plus faibles que nous. Et c'est justement parce qu'elles deviennent plus faibles qu'elles sentent leur fin approcher et se voient obligées d'opposer une résistance vigoureuse absorbant toutes leurs forces et tous leurs moyens.

Voilà en quoi consiste la mécanique de l'exacerbation de la lutte de classe et de la résistance capitaliste au moment historique donné.

Face à cet état de choses, quelle doit être la politique du Parti? Elle doit tendre à éveiller la classe ouvrière et les masses rurales exploitées, à relever leur esprit combatif et à stimuler leur volonté de mobilisation pour la lutte contre les éléments capitalistes de la ville et de la campagne, contre la résistance des classes ennemies. La

théorie marxiste-léniniste de la lutte de classe a, entre autres choses, ceci de bon qu'elle facilite la mobilisation de la classe ouvrière contre les ennemis de la dictature du prolétariat.

En quoi consiste la nocivité de la théorie de Boukharine sur l'intégration des capitalistes dans le socialisme, et de sa conception du développement de la lutte de classe?

En ce qu'elle endort la classe ouvrière, entrave la mobilisation éventuelle des forces révolutionnaires de notre pays, démobilise la classe ouvrière et facilite l'assaut des éléments capitalistes contre le régime soviétique.

3. **Sur la paysannerie**

La troisième erreur de Boukharine se rapporte à la question paysanne. On sait que la question paysanne est une des plus importantes de notre politique. La paysannerie, chez nous, se compose de divers groupes sociaux, savoir: paysans pauvres, paysans moyens et koulaks.

Il est évident que notre attitude à l'égard de ces groupes est différente. Les paysans pauvres sont considérés par nous comme *l'appui* de la classe ouvrière, les paysans moyens comme un *allié* et les koulaks comme un *ennemi de classe*.

Tout cela est clair et connu de tout le monde. Mais tel n'est pas tout à fait le point de vue de Boukharine.

Dans son appréciation de la paysannerie, il ne tient pas compte de cette différenciation: on ne sait ce que deviennent chez lui ces trois groupes sociaux, tout se fond en une tâche, en une seule notion, — la campagne. Chez lui, le koulak n'est pas un koulak, le paysan moyen n'est pas un paysan moyen, c'est la misère tout court. C'est du reste ce qu'il a exprimé explicitement dans son discours: « Notre

koulak, a-t-il dit, n'en est point un, c'est un gueux. Et notre paysan moyen n'a rien d'un paysan moyen.

C'est un miséreux qui ne mange pas à sa faim ». Il va de soi que cette conception de la paysannerie est absolument fausse, incompatible avec le léninisme.

Lénine disait que la paysannerie constitue *la dernière classe capitaliste*. Est-ce exact? Absolument exact. Pourquoi la paysannerie est-elle constituée comme la dernière classe capitaliste? Parce que des deux classes sociales qui composent notre société, la paysannerie est la classe dont l'économie est fondée sur la propriété privée et la petite production marchande. Parce que la paysannerie en tant que classe s'occupant de la petite production marchande, est constamment et de façon ininterrompue génératrice d'éléments capitalistes.

Cette circonstance est d'une importance décisive pour notre attitude marxiste, envers l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie. C'est dire que ce qu'il nous faut, ce n'est pas une union *quelconque* avec la paysannerie, mais *une union* qui s'appuie sur la lutte contre les éléments capitalistes de la paysannerie.

Comme on le voit, la thèse de Lénine sur la paysannerie, comme dernière classe capitaliste, loin de contredire l'idée de l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie, lui donne, au contraire, une base en tant qu'alliance dirigée contre les éléments capitalistes de notre économie nationale. Lénine a formulé cette thèse afin de montrer que l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie ne saurait être durable que si elle est basée sur la lutte contre les éléments capitalistes issus de la paysannerie.

L'erreur de Boukharine consiste en ce qu'il ne comprend pas cette simple vérité, qu'il oublie la différenciation sociale de la campagne, qu'il perd de vue l'existence des koulaks et des paysans pauvres et ne

se représente la campagne que comme une masse compacte de paysans moyens. C'est là une déviation incontestable de Boukharine vers la droite, à l'encontre de la déviation de « gauche », trotskiste qui ne voit dans la campagne d'autres groupements sociaux que ceux des koulaks et des paysans pauvres, et qui perd de vue les paysans moyens.

Qu'est-ce qui distingue les trotskistes du groupe Boukharine dans la question de l'alliance avec la paysannerie? Ceci: les trotskistes s'affirment *contre* la politique d'union solide avec les masses paysannes moyennes, tandis que le groupe Boukharine se prononce pour *toute* union, quelle qu'elle soit, avec les paysans. Il est superflu de démontrer que les deux points de vue se valent, étant également faux.

Le léninisme est, sans doute, pour l'alliance durable avec les masses fondamentales de la paysannerie, avec les paysans moyens non pour n'importe quelle alliance, mais pour une alliance susceptible d'assurer le *rôle dirigeant* à la classe ouvrière, de *consolider* la dictature du prolétariat et de *faciliter l'abolition des classes*.

On peut entendre, — dit Lénine, — tout ce que l'on veut par accord entre la classe ouvrière et les paysans. Si l'on ne tient pas compte que l'entente du point de vue de la classe ouvrière n'est admissible, judicieuse et théoriquement justifiée qu'au cas où elle soutient la dictature du prolétariat et constitue une des mesures visant à abolir les classes, l'entente de la classe ouvrière et des paysans ne demeurera qu'une formule acceptée et préconisée dans leurs théories par tous les ennemis du régime soviétique et de la dictature du prolétariat. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXVI, art. « Discours sur l'impôt alimentaire » prononcé le 26 mai 1921 à la conférence panrusse du P.C.R.)

Et plus loin:

Aujourd'hui, le prolétariat détient et exerce le pouvoir. Il dirige la paysannerie. Que veut dire: il dirige la paysannerie?

Cela veut dire d'abord qu'il s'oriente vers l'abolition des classes, au lieu de s'orienter vers le soutien de la petite production. En déviant de cette ligne, fondamentale et essentielle, nous cessons d'être socialistes et passons au camp des petits bourgeois, au camp des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, qui sont, aujourd'hui, les ennemis jurés du prolétariat. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXVI.)

Le voilà donc, le point de vue de Lénine sur la question de l'alliance avec les masses fondamentales de la paysannerie, avec les paysans moyens.

L'erreur de Boukharine dans la question des paysans moyens est de ne pas voir la nature, la situation bilatérale du paysan moyen entre la classe ouvrière et les capitalistes. « Les paysans moyens, — disait Lénine, — sont un classe oscillante. »

Pourquoi?

Mais parce que le paysan moyen est, d'une part, un travailleur, ce qui le rapproche de la classe ouvrière; d'autre part, il est propriétaire, ce qui le rapproche du koulak. Voilà l'origine des oscillations du paysan moyen. Cela est juste non seulement en théorie; ces oscillations se manifestent aussi dans la pratique, chaque jour et à toute heure.

En tant que travailleur, — disait Lénine, — le paysan tend vers le socialisme, préférant la dictature des ouvriers à celle de la bourgeoisie. En tant que vendeur de blé, le paysan tend vers la bourgeoisie, vers la liberté du commerce; c'est-à-dire qu'il tend vers le vieux capitalisme «reconnu», «traditionnel». (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXIV, art. « Salut aux ouvriers hongrois ».)

Voilà pourquoi pour être durable, l'union avec les paysans moyens doit être dirigée contre les éléments capitalistes, contre le capitalisme en général; doit assurer à la classe ouvrière un rôle dirigeant dans cette union; elle doit aider à l'abolition des classes.

Il est étrange de voir le groupe de Boukharine oublier ces vérités, pourtant élémentaires.

4. **Sur la nouvelle politique économique et les rapports du marché**

La quatrième erreur de Boukharine se rapporte à la question de la Nouvelle politique économique. Boukharine commet ici une erreur qui consiste à ne pas voir le caractère double de la Nep, à n'en apercevoir qu'une seule face. En introduisant la Nep en 1921, nous visions surtout à l'abolition du communisme de guerre, d'un ordre de choses qui *excluait toute liberté de commerce*.

Nous pensions et continuons de penser que la Nep comporte une *certaine* liberté de commerce. Ce côté de la question, Boukharine l'a retenu. Et il a fort bien fait. Seulement, il se trompe en supposant que cette face du problème suffit à caractériser la Nep. Boukharine oublie que la Nep peut être envisagée encore sous un autre aspect. Il faut se rappeler qu'elle n'implique point une entière liberté de commerce ni le libre jeu des prix du marché. La Nep ne comporte la liberté de commerce que dans *certaines* limites, dans *certains* cadres, — *le rôle régulateur de l'Etat et son rôle sur le marché étant assuré*. Tel est le deuxième aspect de la Nep.

A noter que celui-ci est aussi important sinon plus que le premier aspect. Le libre jeu n'existe pas chez nous au marché des prix, comme c'est le cas dans tous les pays capitalistes. C'est nous qui fixons les prix du blé. C'est nous qui établissons les prix des produits industriels. Nous travaillons à obtenir une réduction des prix de

revient et des prix des produits fabriqués, tout en cherchant à maintenir la stabilité des prix des produits agricoles. N'est-il pas évident que dans les pays capitalistes ces facteurs particuliers et spécifiques n'existent pas sur le marché?

Il en résulte que tant que subsiste la Nep, nous avons le devoir de conserver ses deux aspects: le premier, dirigé contre le communisme de guerre et tendant à assurer une *certaine* liberté de commerce, et le second, dirigé contre la liberté de commerce sans réserve et ayant pour but d'assurer à l'Etat un rôle régulateur sur le marché. Abolissez l'un de ces deux aspects, — et vous aurez aboli la Nep.

Boukharine estime que la Nep ne peut être menacée que du côté gauche, c'est-à-dire par des gens désireux de liquider *toute* liberté de commerce. C'est faux. C'est une erreur grossière. Au surplus, ce danger n'est guère réel, car il n'est point chez nous ou peu s'en faut, dans nos organisations centrales et locales, de militants qui ne se rendent pas compte de la nécessité et de l'utilité de conserver *certaine* liberté de commerce.

Le danger est bien plus réel du côté de la droite, du côté de ceux qui entendent liquider le rôle régulateur de l'Etat sur le marché, « affranchir » le marché pour inaugurer une ère où la liberté du commerce s'exercera sans encombre. Nul doute que le danger de voir compromettre la Nep par les gens de la droite est beaucoup plus réel qu'avant.

Il ne faut pas oublier que les éléments petits-bourgeois travaillent justement dans ce sens ; ils s'évertuent à compromettre la Nep du côté droit. Il ne faut pas oublier davantage que les lamentations des koulaks et des éléments aisés, des spéculateurs et des revendeurs, qui impressionnent souvent certains de nos camarades attaquent la Nep justement de ce côté.

Le fait que Boukharine n'aperçoit pas cet autre danger, véritable et

réel, celui du sabotage de la Nep, ce fait seul prouve de façon irréfutable qu'il s'est laissé influencer par les éléments petits-bourgeois. Boukharine propose de « normaliser » le marché et de « manœuvrer » avec les prix du blé en période de stockage par régions, c'est-à-dire de hausser le prix du blé. Cela montre que Boukharine n'est pas satisfait des conditions soviétiques du marché, qu'il entend freiner le rôle régulateur de l'Etat sur le marché, qu'il propose des concessions aux éléments petits-bourgeois qui sabotent la Nep « du côté droit ».

Admettons un instant que nous suivions les conseils de Boukharine. A quoi cela nous mènerait-il? Nous relevons le prix du blé en automne, par exemple, dès le début de la période du stockage. Mais comme il y a toujours au marché des gens, des spéculateurs et des revendeurs, pouvant payer le blé trois fois plus cher, — exemple que nous ne saurions suivre, — et qui n'achètent en tout et pour tout qu'une dizaine de millions de pouds, alors que nous en achetons des centaines de millions, — les détenteurs de blé se garderont bien de livrer leur marchandises dans l'attente d'une hausse nouvelle des prix.

Nous serons donc amenés à augmenter à nouveau le prix du blé vers le printemps, époque à laquelle l'Etat a le plus grand besoin de s'approvisionner en blé. Mais relever les prix du blé au printemps équivaldrait à un coup de massue pour les paysans pauvres et les couches indigentes de la campagne obligés de s'acheter un supplément de blé au printemps, soit pour l'ensemencement, soit pour l'entretien de leur famille, ce même blé qu'ils ont vendu en automne à un prix inférieur.

Ces opérations nous permettront-elles d'obtenir des quantités suffisantes de blé pour notre stockage? Non, probablement, puisqu'il se trouvera toujours des spéculateurs et des revendeurs pour payer le même blé un prix double et triple.

Par conséquent, nous devons envisager l'éventualité d'une hausse nouvelle des prix cherchant vainement à damer le pion aux spéculateurs et aux revendeurs. Il en résulte qu'une fois engagés dans la voie du relèvement des prix du blé, nous continuerons forcément à nous laisser glisser sur cette pente, sans toutefois avoir la certitude d'obtenir la quantité suffisante de blé.

Ce n'est pas tout. D'abord, en augmentant les prix du blé pendant le stockage, nous serons amenés à augmenter aussi les prix des matières premières afin de maintenir une certaine proportion dans les prix des produits agricoles. En second lieu, en relevant les prix du blé pendant le stockage, nous ne pourrons pas maintenir le bas prix du blé dans les villes et serons obligés d'en augmenter le prix de *vente*.

Or, pour ne pas aggraver la situation des ouvriers, nous serons obligés de relever les salaires à une allure accélérée. Ceci ne peut pas avoir pour effet de provoquer une hausse des prix sur les objets fabriqués, sinon les ressources financières passeront de la ville à la campagne, au détriment de l'industrialisation.

Nous serons donc obligés, en fin de compte, d'égaliser les prix des produits industriels et agricoles non pas sur la base des prix *en baisse* ou tout au moins stabilisés, mais sur la base de la *hausse* des prix du blé et des produits industriels. En d'autres termes, nous serons dans la nécessité de nous orienter vers un *renchérissement* des objets industriels et agricoles.

Il n'est pas difficile de se rendre compte que ces « opérations » sur les prix ne pourront pas ne pas entraîner la liquidation complète de la politique soviétique des prix, l'annulation du rôle régulateur de l'Etat sur le marché et le déchaînement des éléments petits-bourgeois. A qui cela profitera-t-il? Uniquement aux couches aisées de la ville et de la campagne, car les produits industriels et agricoles trop chers deviendront inaccessibles aussi bien à l'ouvrier qu'aux

paysans pauvres et aux couches miséreuses de la campagne. Seuls gagneront, les koulaks et les paysans aisés, les nepmans et autres classes aisées.

Ce sera aussi une alliance, mais une alliance singulière, l'union avec les couches aisée de la ville et de la campagne. Les ouvriers et les couches rurales pauvres seront en droit de nous demander: quel pouvoir exerçons-nous? Le pouvoir des ouvriers et des paysans ou celui des nepmans et des koulaks ?

Rupture avec la classe ouvrière et avec les couches rurales pauvres, alliance avec les classes aisées de la ville et de la campagne, — tel sera le résultat de la « normalisation » du marché préconisée par Boukharine et des « manœuvres » avec les prix du blé dans les différentes régions.

Il est évident que le Parti ne saurait s'engager dans cette voie néfaste. Que les idées de Boukharine touchant la Nep se soient entièrement embrouillées; qu'il se trouve tout entier sous la coupe des éléments petits-bourgeois, cela est confirmé, entre autres choses, par son attitude plus que négative envers les nouvelles formes d'échange entre la ville et la campagne, entre l'Etat et les paysans. Il s'indigne de voir l'Etat devenir le pourvoyeur en marchandises des paysans, et ces derniers fournir du blé à l'Etat. Il considère cet état de choses comme la violation de toutes les règles de la Nep, presque comme une abolition de la Nep.

Pourquoi cela? Où est le mal que l'Etat, c'est-à-dire l'industrie de l'Etat fournisse des marchandises aux paysans et que ces derniers fournissent du blé à l'industrie, à l'Etat? Du point de vue du marxisme et de la politique marxiste qui est à la base de la Nep, quel mal y a-t-il à ce que les paysans fournissent d'ores et déjà le coton, la betterave, le lin nécessaires à l'industrie d'Etat et que celle-ci approvisionne la campagne en produits industriels, en semences et en instruments de production pour ces branches agricoles ?

Dans cet ordre d'idées, les contrats de consignation sont la méthode fondamentale appelée à établir ces nouvelles formes d'échange entre la ville et la campagne. La méthode des contrats de consignation contredit-elle en quoi que ce soit les principes de la Nep? Quel mal y a-t-il à ce que les paysans *deviennent* les fournisseurs de l'Etat non seulement en betteraves, lin et coton, mais aussi en blé, toujours par le même mode de consignation? Pourquoi le commerce par petits lots, le commerce de détail peut-il être qualifié d'échange de marchandises, et pourquoi refuser ce titre au commerce par grosses quantités, qui s'effectue, conformément à des contrats préalablement établis (la consignation spécifiant les prix et la qualité des marchandises)?

D'où vient cette inconséquence? Est-il donc difficile de concevoir que ces nouvelles formes d'échange en masse entre la ville et la campagne, par le contrat de consignation, ont été enfantées précisément par la Nep et constituent pour nos organisations un pas en avant très sérieux vers le renforcement de la direction méthodique socialiste de notre économie nationale?

N'est-il pas bizarre que Boukharine ait désappris à comprendre ces choses, pourtant simples et évidentes ?

5. Le rythme de développement de l'industrie et les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne

Enfin le rythme de développement de l'industrie et des nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne est un des points les plus importants de nos désaccords. L'importance de cette question s'explique par le fait qu'en elle se trouvent ramassés tous les nœuds de nos désaccords *pratiques* sur la politique économique du Parti. Qu'est-ce que les nouvelles formes de l'alliance entre la ville et la campagne, du point de vue de notre politique économique?

Cela veut dire avant tout qu'à côté des vieilles formes d'alliance entre la ville et la campagne, alors que l'industrie faisait face principalement aux besoins *individuels* du paysan (cotonnades, chaussures, étoffes, etc.), il nous faut de nouvelles formes d'alliance qui permettront à l'industrie de faire face aux besoins de l'économie paysanne en outillage (machines agricoles, tracteurs, semences sélectionnées, engrais, etc.).

Si, jusqu'à présent, nous ne faisons face *surtout* qu'aux besoins individuels du paysan, aujourd'hui nous devons, tout en continuant de l'approvisionner en objets de consommation individuelle, nous efforcer de lui fournir des machines agricoles, des tracteurs, des engrais, etc., nécessaires pour la réorganisation de l'agriculture sur une nouvelle base technique. Tant qu'il ne s'agissait que de la *reconstitution* de l'économie rurale et de la prise de possession par les paysans des terres ayant, appartenu aux propriétaires fonciers et aux koulaks, nous pouvions nous contenter des vieilles formes d'alliance. Aujourd'hui qu'il s'agit de l'édification nouvelle de l'économie rurale, cela ne suffit plus. Il faut aller plus loin et aider le paysan à remanier sa *production* agricole sur la base de la technique moderne et de la collectivisation du travail.

Cela veut dire, ensuite, qu'à côté du rééquipement de notre industrie, nous aurons à travailler sérieusement au rééquipement de l'agriculture. Nous sommes en train de rééquiper, et nous avons déjà en partie rééquipé notre industrie, en lui donnant une nouvelle base technique, en lui fournissant des machines perfectionnées, de nouveaux cadres avertis. Nous édifions de nouvelles usines et fabriques, nous réorganisons et élargissons les vieilles usines; nous développons la métallurgie, l'industrie chimique et celle des constructions mécaniques.

C'est ainsi que surgissent de nouvelles cités, que de nouveaux centres industriels se multiplient en même temps que les anciens sont élargis. Et de ce fait s'accroît la demande de produits

alimentaires, de matières premières indispensables à l'industrie, cependant que l'agriculture piétine sur place avec son vieil outillage, ses méthodes de culture périmées, avec sa technique primitive, aujourd'hui inutilisable ou peu s'en faut, avec ses vieilles formes individuelles de travail et de labour, caractérisant la petite production rurale. Ainsi, avant la révolution, nous n'avions que 16 millions d'exploitations paysannes; or, aujourd'hui, nous en avons au moins 25 millions. N'est-ce pas là une preuve que l'agriculture prend chez nous un caractère de plus en plus dispersé et morcelé?

Or, le trait caractéristique des petites exploitations agricoles éparpillées, c'est qu'elles ne sont pas à même d'utiliser, comme il convient, la technique, les machines les tracteurs, les acquisitions de la science agronomique ; c'est qu'elles sont des exploitations à petite production marchande. De là, une circulation insuffisante des produits agricoles.

De là, le danger de rupture entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture. De là, la nécessité de faire faire un effort à l'agriculture, pour rattraper le niveau de développement de l'industrie. Or, pour écarter ce danger de rupture, il faut procéder sérieusement à réorganiser l'agriculture sur la base de la nouvelle technique.

Pour aboutir, il est nécessaire d'unifier graduellement les petites économies paysannes éparpillées en de grandes exploitations ou collectivités agricoles; il faut organiser l'agriculture sur la base du travail collectif; agrandir ces collectivités agricoles; élargir les vieilles et les nouvelles fermes d'Etat; appliquer systématiquement en masse les contrats de consignation à toutes les branches fondamentales de l'agriculture; étendre le réseau de stations de machines et de tracteurs agricoles qui permettront aux paysans de s'approprier la nouvelle technique et de collectiviser le travail; bref, il faut faire passer graduellement la petite économie agricole éparpillée sur la base de la grande production collective, car seule la

grosse production socialisée sera en mesure d'utiliser à fond les acquisitions de la science et de la nouvelle technique et de pousser en avant le développement de notre agriculture.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que nous devons abandonner entièrement les exploitations agricoles individuelles des paysans pauvres et moyens. Nullement. Celles-ci jouent et continueront à jouer au cours des années prochaines, un rôle prépondérant pour l'approvisionnement de l'industrie en produits alimentaires et matières premières.

C'est pourquoi il faut soutenir les exploitations agricoles individuelles des paysans pauvres et moyens. Mais cela veut dire aussi que désormais, les exploitations agricoles individuelles des paysans pauvres et moyens ne suffisent plus. Nos difficultés de stockage le prouvent.

Voilà pourquoi le développement des exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens doit être *complété* par le développement intense des formes collectives d'exploitation agricole et des fermes d'Etat. Or, il faut jeter un pont entre l'économie individuelle des paysans pauvres et moyens, et les formes collectives et sociales, en développant les contrats de consignation en masse, les stations de machines et tracteurs agricoles, en intensifiant la vie coopérative sociale afin d'aider les paysans à la transformation de leurs exploitations individuelles éparpillées dans la voie du travail collectif. A défaut de ces conditions, impossible de développer sérieusement l'agriculture; impossible de résoudre le problème des céréales.

A défaut de ces conditions, impossible d'affranchir les populations paysannes de la misère et du paupérisme.

Cela veut dire enfin que nous devons employer tous nos efforts pour développer notre industrie, mère-nourricière de l'agriculture, dans le

sens de son édification nouvelle, développer la métallurgie, l'industrie chimique, les constructions mécaniques, édifier des usines à tracteurs, des usines de machines agricoles, etc.

Point n'est besoin de démontrer qu'il ne sera pas possible de développer les collectivités agricoles, les fermes agricoles d'Etat, les stations de machines et tracteurs agricoles, sans intéresser les masses paysannes fondamentales aux formes de culture collective par la voie des contrats de consignation en masse, sans fournir à l'agriculture des quantités notables de machines, de tracteurs, de machines agricoles, etc. D'autre part, il est impossible d'approvisionner la campagne en tracteurs et machines agricoles, sans développer notre industrie sur un rythme accéléré. De là, le rythme accéléré de développement de notre industrie appelée à aider à la refonte de notre agriculture sur la base du collectivisme.

Tel est le sens et la portée des nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne.

Force est au groupe de Boukharine de reconnaître en paroles seulement la nécessité des nouvelles formes d'alliance. Mais ce n'est là qu'une reconnaissance *verbale* de nouvelles formes d'alliance visant à dissimuler des principes diamétralement *opposés*. En réalité Boukharine s'affirme contre les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne.

Ce qui constitue pour Boukharine le point de départ,, ce n'est pas le rythme accéléré de développement de l'industrie en tant que levier de l'édification nouvelle de la production agricole, mais le développement de l'économie paysanne individuelle. Il met au premier plan la « normalisation » du marché, le libre jeu des prix des produits agricoles, qui revient à dire: liberté complète du commerce. C'est pourquoi il se méfie des collectivités agricoles, — témoin son discours au Plénum de juillet du C.C. et ses thèses présentées à ce Plénum.

C'est pourquoi il observe une attitude négative envers toutes les mesures extraordinaires, visant les koulaks lors du stockage de blé. On sait que Boukharine fuit les mesures extraordinaires comme le diable fuit le bénitier. On sait que Boukharine n'arrive toujours pas à comprendre que dans les conditions actuelles, le koulak ne nous livrera pas spontanément, de plein gré, l'excédent de ses céréales. C'est là pourtant un fait confirmé par l'expérience acquise, ces deux dernières années, en matière d'approvisionnement en blé.

Et si, malgré tout, nous sommes à court de céréales? Boukharine répond : N'inquiétez pas le koulak par des mesures extraordinaires et faites venir du blé de l'étranger. Il n'y a pas longtemps, il proposait d'importer de l'étranger 50 millions de pouds de blé, soit pour 100 millions de roubles-or. Et si ces derniers sont destinés à importer des machines pour l'industrie, Boukharine réplique: Il faut importer plutôt du blé, en laissant au second plan l'importation de l'outillage industriel.

Il en résulte qu'à la base de la question des céréales, à résoudre, et de l'édification agricole, se situe non pas le rythme de développement de l'industrie, mais de l'économie paysanne individuelle, y compris l'économie koulak, sur la base de la liberté de commerce et du libre jeu des prix sur le marché.

Nous sommes donc en présence de deux plans différents de politique économique:

Le plan du Parti.

1. Nous rééquiperons l'industrie (édification nouvelle).
2. Nous procédons sérieusement au rééquipement de l'agriculture (édification nouvelle).
3. A cet effet, il importe d'élargir l'édification des collectivités agricoles et des fermes d'Etat, d'appliquer en grand les contrats de consignation et les stations de machines et de tracteurs agricoles, afin d'établir *l'alliance de production* entre l'industrie et l'agriculture.

4. Etant donné les difficultés actuelles d'approvisionnement, il faut recourir temporairement aux mesures extraordinaires, avec l'appui social des paysans pauvres et moyens, afin de briser la résistance du koulak et de lui faire rendre le maximum de ses excédents de blé. Ceux-ci nous permettront de nous passer de blé importé et de conserver les roubles-or pour le développement de l'industrie.
5. L'économie individuelle des paysans pauvres et moyens joue et continuera de jouer un rôle prédominant dans l'approvisionnement du pays en produits alimentaires et matières premières. Mais elle ne suffit plus à elle seule. Le développement de l'économie des paysans pauvres et moyens doit être *complété* par le développement des collectivités agricoles et des fermes d'Etat, des contrats de consignation en masse, par le développement intense des stations de machines et tracteurs agricoles, ce qui nous permettra de supplanter avec plus de facilité les éléments capitalistes de l'agriculture et de faire passer progressivement l'économie individuelle dans la voie des grandes collectivités agricoles dans la voie du travail collectif.
6. Pour cela il est nécessaire avant tout d'intensifier le développement de l'industrie, de la métallurgie, des produits chimiques, des constructions mécaniques, de créer des usines de tracteurs, des usines de machines agricoles, etc. Sinon, il sera impossible de résoudre le problème des céréales et de travailler à l'édification nouvelle de l'agriculture.

Conclusion: La clé de l'édification nouvelle de l'agriculture réside dans le rythme accéléré de développement de notre industrie.

Le plan du camarade Boukharine:

1. « Normalisation » du marché, libre jeu des prix sur le marché, hausse des prix du blé, sans tenir compte que ces mesures peuvent amener le renchérissement des produits industriels, des matières premières et du blé.
2. Développer intensivement l'économie paysanne individuelle, tout en atténuant le rythme de l'édification des collectivités agricoles et des fermes d'Etat. (Thèses et discours du camarade Boukharine au Plénum de juillet).

3. Stockage de céréales basé sur la livraison spontanée rendant impossible l'application, même en cas de force majeure, de mesures extraordinaires contre les koulaks, même si ces mesures sont soutenues par la masse des paysans pauvres et moyens.

4. En cas d'insuffisance de blé, en importer de l'étranger pour 100 millions de roubles environ.

5. A défaut de devises étrangères en quantité suffisante pour couvrir, et le blé et l'outillage industriel, on réduira l'importation de ce dernier, et, partant, le rythme de développement de notre industrie, — sinon notre agriculture « piétinera sur place », voire même « dégringolera ». (Boukharine, *Notes d'un économiste.*)

Conclusion: *La clé de l'édification nouvelle de l'agriculture réside dans le développement de l'économie paysanne individuelle.*

Voilà le tour que prennent les choses.

Le plan du camarade Boukharine vise à *réduire* le rythme de développement de l'industrie et à *saper* les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne.

Voilà donc nos désaccords.

N'arrivons-nous pas en retard avec le développement des nouvelles formes d'alliances, des collectivités agricoles et fermes d'Etat?

D'aucuns affirment que sous ce rapport le Parti est en retard de deux ans au moins. C'est faux, camarades. C'est tout à fait faux. Seuls les braillards de « gauche », qui n'ont aucune idée de l'économie de l'U.R.S.S., peuvent le prétendre. Que veut dire: être en retard? Veut-on dire qu'il fallait prévoir la nécessité des collectivités agricoles et des fermes d'Etat? Mais nous y avons pensé dès la révolution d'Octobre. Que le Parti ait prévu la nécessité d'édifier des collectivités agricoles et domaines d'Etat, déjà pendant la révolution d'Octobre, il ne peut y avoir de doute. Il suffirait de parcourir notre programme adopté au VIII^e congrès du Parti (mars 1919).

Ce programme parle explicitement de la nécessité de créer des

collectivités agricoles et fermes d'Etat. Seulement, il ne suffit pas que l'organisme dirigeant de notre parti ait prévu cette nécessité pour mettre en pratique et organiser un *mouvement de masse* en faveur des collectivités agricoles et fermes d'Etat. Donc, il ne s'agissait point de prévoir, mais de *réaliser* ce plan d'édification. Or, la réalisation de ce plan impose une série de conditions qui faisaient défaut jusqu'à ce jour! Voilà ce dont il est question.

Pour mettre à exécution le plan du mouvement de masse en faveur de l'édification des collectivités agricoles et des fermes d'Etat, il faut, en premier lieu, que l'organisme dirigeant du Parti soit soutenu par *l'ensemble des militants* du Parti. Or, notre parti compte plus d'un million de membres. Il fallait donc démontrer aux larges masses du Parti la justesse de la politique suivie par l'organisme dirigeant.

En outre, il fallait qu'un mouvement de masse se produisît dans les campagnes, en faveur des collectivités agricoles, afin que les paysans s'y acheminent sans crainte en se rendant compte, par expérience, des avantages que les collectivités agricoles ont sur les exploitations individuelles. Or, c'est là une chose sérieuse qui demande du temps.

En troisième lieu, il était nécessaire que l'Etat dispose de ressources financières suffisantes pour soutenir matériellement le mouvement, pour financer les collectivités agricoles et les fermes d'Etat. Or, cela demande des centaines et des centaines de millions.

Il fallait enfin que l'industrie développée dans une mesure plus ou moins satisfaisante, fût à même d'approvisionner l'agriculture en machines, en tracteurs, etc.

Peut-on affirmer que ces conditions existaient chez nous il y a deux ou trois ans? Non, on ne peut pas l'affirmer.

N'oublions pas que nous sommes un parti *qui gouverne* et non un

parti *d'opposition*. Un parti d'opposition peut formuler des mots d'ordre — j'entends les principaux mots d'ordre pratiques du mouvement — pour les réaliser à son arrivée au pouvoir. Nul ne s'aviserait d'accuser un parti d'opposition de ne pas réaliser sur-le-champ ses mots d'ordre essentiels, parce que tout le monde sait que ce n'est pas le parti d'opposition qui est au gouvernail, que la direction des affaires est entre les mains d'un autre parti. Il en va tout autrement d'un parti qui gouverne, comme c'est le cas de notre parti bolchevik. Les mots d'ordre lancés par ce dernier ne sont plus des mots d'ordre ordinaires d'agitation, ils représentent une valeur autrement importante, ils ont la force de *décisions pratiques*, la force de *lois* qui doivent être mises à exécution en toute urgence.

Notre parti ne peut lancer un mot d'ordre pratique pour ajourner ensuite sa mise en application. Ce serait duper les masses. Pour lancer un mot d'ordre, aussi important surtout que le transfert des millions d'exploitations paysannes dans la voie du collectivisme, il faut que les facteurs nécessaires à sa réalisation soient en présence; il faut créer enfin, organiser ces facteurs. Voilà pourquoi il ne suffit pas que la nécessité d'édifier des collectivités agricoles et des fermes d'Etat, soit prévue par l'organisme dirigeant du Parti. Il faut encore que nous ayons les conditions nécessaires à la *réalisation*, à la *mise à exécution* de nos mots d'ordre.

Notre parti, *dans sa masse*, était-il prêt, il y deux ou trois ans, à procéder au développement intense des collectivités agricoles et fermes d'Etat? Non, il n'était pas encore prêt. Ce n'est que quand surgirent les premières difficultés sérieuses de stockage que les masses du Parti opérèrent un tournant décisif vers les nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne.

Il a fallu ces difficultés pour que le Parti, dans sa masse, se rendît compte de la nécessité de stimuler les nouvelles formes de cette alliance et, au premier chef, l'édification de collectivités agricoles et des fermes d'Etat, et appuyât avec force son C.C. dans ce domaine.

Voilà la première condition qui manquait et qui, aujourd'hui, se trouve réalisée.

Avions-nous, il y a deux ou trois ans, parmi les masses profondes de la paysannerie, un mouvement sérieux en faveur des collectivités agricoles et fermes d'Etat? Non, Il y a deux ou trois ans, on le sait, les paysans se montraient hostiles envers les fermes d'Etat. Quant aux collectivités agricoles, ils les traitaient comme des « communes » inutiles.

Aujourd'hui, la situation a changé. Des couches entières de paysans considèrent les collectivités agricoles et fermes d'Etat comme une source de semences, de bétail amélioré, de machines et de tracteurs. Et maintenant, pour peu qu'il y ait des machines et des tracteurs en quantité suffisante, les collectivités agricoles se développeront sur un rythme accéléré.

Comment expliquer le redressement survenu dans certaines couches assez considérables de la paysannerie? Quels facteurs ont pu provoquer ce changement? D'abord le développement de la coopération et de l'activité sociale coopérative. Il est hors de doute que sans un puissant développement de la coopération, notamment de la coopération rurale, qui a créé parmi les paysans une base psychologique en faveur des collectivités agricoles, nous n'aurions pas aujourd'hui cette tendance vers les collectivités agricoles qui se manifeste présentement parmi des couches paysannes entières.

Dans cet ordre d'idées, un grand rôle appartient aux collectivités agricoles bien organisées, qui ont servi aux paysans de modèles et leur ont montré comment on pouvait améliorer l'agriculture, grouper les petites exploitations individuelles en grandes collectivités agricoles. Un rôle considérable a été également rempli par les fermes d'Etat-modèles qui ont aidé les paysans à améliorer leur économie. Je ne parle pas de tant d'autres facteurs que vous connaissez tous.

Voilà donc encore une autre condition qui nous manquait et que nous n'avions pas avant et que nous avons aujourd'hui.

En outre, peut-on affirmer qu'il y a deux ou trois ans nous pouvions sérieusement financer les collectivités agricoles et les fermes d'Etat, leur affecter des centaines de millions de roubles?

Non, certes. Vous savez fort bien que nous manquons de ressources nécessaires au développement du minimum d'industrie sans lequel l'industrialisation est entièrement impossible, à plus forte raison la reconstruction de l'agriculture. Pouvons-nous retirer ces ressources de l'industrie qui représente la base de l'industrialisation du pays, pour les engager dans les collectivités agricoles et fermes d'Etat? Il est évident que non.

Or, aujourd'hui, ces ressources nous les avons.

Enfin, peut-on affirmer qu'il y a deux ou trois ans, notre industrie était outillée au point de pouvoir fournir à l'agriculture, en quantité suffisante, des machines, des tracteurs, etc.? Non. A ce moment il s'agissait de créer une *base industrielle minimum* appelée à approvisionner l'agriculture en machines et tracteurs agricoles. C'est pour créer cette base que nous avons dépensé, à l'époque, nos maigres ressources financières. Or, aujourd'hui, nous possédons cette base industrielle dans l'agriculture. Tout au moins, sommes-nous en train de la créer à une allure accélérée.

Ainsi ce n'est que depuis quelque temps que nous avons les conditions nécessaires au développement en masse des collectivités agricoles et des fermes d'Etat.

Voilà la vérité, camarades.

Et c'est pourquoi on ne saurait dire que nous arrivons en retard avec les nouvelles formes d'alliance de la ville et de la campagne.

6. Boukharine comme théoricien

Telles sont en substance, les erreurs essentielles du théoricien de l'opposition de droite, de Boukharine, dans les principales questions de notre politique.

On dit que Boukharine est le théoricien de notre parti.

Certes, c'est un théoricien de grande valeur. Seulement, sa théorie pêche sur bien des points. Témoin les multiples erreurs qu'il a accumulées dans les questions de la politique du Parti et dont je viens de donner l'analyse.

Il est impossible que toutes ces erreurs, celles relatives à l'Internationale communiste, à la lutte de classe, à l'exacerbation de la lutte de classe, à la paysannerie, à la Nep, aux nouvelles formes d'alliance entre la ville et la campagne, — il est impossible, dis-je, que toutes ces erreurs soient l'effet du hasard. Non. Elles résultent de l'orientation erronée de Boukharine, de ses lacunes théoriques. Oui, Boukharine est un théoricien, mais pas tout à fait marxiste. C'est un théoricien qui doit encore compléter ses études avant de devenir un théoricien marxiste.

On invoque la lettre bien connue de Lénine sur Boukharine — théoricien. Nous allons, si vous Voulez bien, en donner lecture.

Parmi les jeunes membres du Comité central, dit Lénine, je tiens à dire quelques mots sur Boukharine et Piatakov. A mon avis, ce sont les hommes les plus doués (parmi les plus jeunes) et il faudrait, en ce qui les concerne, retenir ce qui suit: Boukharine est non seulement le théoricien le plus précieux et le plus considérable du Parti, il passe encore, à juste titre, pour le favori du Parti.

Mais ses conceptions théoriques ne sauraient qu'à grand peine être qualifiées d'entièrement marxistes, car *il y a en lui je ne sais quoi de scolastique (il n'a jamais étudié et, je crois, jamais bien compris la dialectique)*. (*Compte rendu sténographique du Plénum de juillet*)

1926, fascicule IV, page 66.)

Ainsi donc : théoricien sans dialectique. Théoricien-scolastique. Théoricien dont « les conceptions théoriques ne sauraient qu'à grand'peine être qualifiées d'entièrement marxistes ! » Telle est l'appréciation donnée par Lénine de la physionomie théorique de Boukharine.

Vous allez convenir que ce théoricien a besoin de compléter ses études. Si Boukharine se rendait bien compte qu'il n'est pas un théoricien achevé, qu'il a besoin de se perfectionner, qu'il ne s'est pas encore bien assimilé la dialectique qui constitue l'esprit du marxisme, — s'il comprenait tout cela, il se montrerait plus modeste ,et le Parti y gagnerait.

Le malheur, c'est que Boukharine ne pêche pas par un excès de modestie. Bien plus, il se fait fort d'en remonter à notre maître Lénine dans toute une série de questions, et, avant tout, dans la question de l'Etat. Voilà le mal.

Permettez-moi de vous rappeler, à cette occasion, la discussion théorique bien connue qui a éclaté en 1916 entre Lénine et Boukharine sur la question de l'Etat : Cela va nous montrer, d'une part, les prétentions démesurées de Boukharine s'apprêtant à en remonter à Lénine et, de l'autre, les origines de ses faiblesses théoriques dans une question aussi grave que celle de la dictature du prolétariat, de la lutte de classe, etc. Comme on le sait, en 1916, Boukharine a fait paraître dans la revue *l'Internationale des Jeunes*, un article dirigé, en fait, contre Lénine et signé *Nota bene*. Dans cet article Boukharine dit entre autres choses :

Quelle erreur de vouloir rechercher la différence entre les socialistes et les anarchistes dans le fait que les premiers sont les partisans et les autres les adversaires de l'Etat.

En réalité, la différence entre les premiers et les seconds consiste en ce que la social-démocratie révolutionnaire préconise un nouveau mode de production sociale, comme une production collective centralisée, c'est-à-dire la plus progressiste au point de vue technique, alors que la production anarchiste décentralisée constituerait un pas en arrière vers la vieille technique, vers l'ancienne forme d'entreprise...

La social-démocratie qui est ou doit être du moins l'éducatrice des masses, aujourd'hui plus que jamais, a le devoir de souligner son hostilité de principe envers l'Etat... La guerre actuelle a montré combien profondément les racines de l'étatisme ont pénétré dans l'âme des ouvriers.

En critiquant ces opinions de Boukharine, Lénine objecte dans un article spécial publié en 1916 :

Cela est faux. L'auteur demande en quoi consiste la différence d'attitude entre les socialistes et les anarchistes à l'égard de *l'Etat*, mais il répond à une *autre* question: en quoi se distingue leur attitude respective envers la base économique de la société de demain? Certes, cette question est très importante et nécessaire. Mais cela ne justifie pas l'oubli de ce qui fait l'essentiel dans la différence d'attitude entre socialistes et anarchistes à l'égard de l'Etat.

Les socialistes sont pour l'utilisation de l'Etat moderne et de ses institutions dans la lutte pour l'affranchissement de la classe ouvrière. Ils entendent également utiliser l'Etat au cours de la période transitoire du capitalisme au socialisme, période représentée par la dictature du prolétariat, qui est, elle aussi, une forme originale d'Etat.

Les anarchistes veulent « abolir » l'Etat, le « faire sauter » (*sprengen*) a dit quelque part le camarade *Nota bene*, en attribuant à

tort ce point de vue aux socialistes. Les socialistes — l'auteur n'a malheureusement cité qu'incomplètement le passage correspondant d'Engels — reconnaissent le dépérissement « graduel » de l'Etat, la « mort » « lente » de l'Etat après l'expropriation de la bourgeoisie.

Pour « souligner » l'« hostilité de principe » envers l'Etat, il faut réellement la bien comprendre. Or l'on ne saurait le dire de l'auteur. Quant à la phrase sur « les racines de l'étatisme », elle est tout à fait confuse, non marxiste et non socialiste. Ce n'est pas l'étatisme qui s'est heurté à la négation de l'étatisme, mais la politique opportuniste (c'est-à-dire la conception opportuniste, réformiste, bourgeoise, de l'Etat) s'est heurtée à la politique de la social-démocratie révolutionnaire (c'est-à-dire à la conception social-démocrate révolutionnaire de l'Etat bourgeois et de l'utilisation de l'Etat aux fins d'abolition de la bourgeoisie). Ce sont là des choses totalement distinctes. (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XIX, art. « L'Internationale des Jeunes ».)

Il est clair que Boukharine s'est laissé glisser dans un marais semi-anarchiste.

Stène. — *A cette époque, Lénine ne s'était pas encore prononcé pleinement pour la nécessité de « faire sauter » l'Etat. Boukharine, tout en commettant des erreurs anarchistes, abordait la formulation de cette question.*

Staline. — Non, Stène, la question n'est pas là. Il s'agit de l'attitude de Boukharine envers l'Etat en général, de sa conception suivant laquelle la classe ouvrière doit être *en principe* hostile à *tout* Etat, y compris à celui de la classe ouvrière.

Stène. — *Lénine parlait alors uniquement de l'utilisation de l'Etat, sans rien dire de la conception de Boukharine tendant à « faire sauter » l'Etat.*

Staline. — Vous êtes dans l'erreur, Stène. Je vous assure qu'il s'agit en l'espèce de la conception de Boukharine (et des anarchistes)

disant que les ouvriers doivent souligner leur hostilité de principe envers tout Etat, donc à l'Etat en période de transition, à l'Etat de la classe ouvrière. Essayez un peu de faire comprendre à nos ouvriers qu'ils ont le devoir de faire preuve d'une hostilité de principe à l'égard de la dictature du prolétariat, Etat, elle aussi, en somme.

La conception de Boukharine, telle qu'elle est exposée dans son article de *l'Internationale des Jeunes*, est celle de la négation de l'Etat en période de transition du capitalisme au socialisme. Premièrement, Boukharine a négligé un « détail », notamment toute la période transitoire, au cours de laquelle la classe ouvrière ne saurait se passer de son Etat à elle, si elle veut réellement écraser la bourgeoisie et construire le socialisme. En second lieu, il est faux de prétendre que Lénine, dans sa critique de la théorie visant à faire sauter l'Etat, n'ait pas parlé de sa « suppression » en général.

Non seulement Lénine s'est arrêté à cette théorie, comme il ressort des passages que j'ai cités, mais encore il l'a critiquée, en la qualifiant de théorie anarchiste, en lui opposant la théorie de *l'édification* d'un nouvel Etat après la chute de la bourgeoisie, notamment de l'Etat de la dictature du prolétariat. Enfin, on ne saurait confondre la théorie anarchiste visant à « faire sauter » l'Etat, avec la théorie marxiste qui se propose de « démolir », de « briser » la machine de l'Etat *bourgeois*.

Il est des camarades qui sont enclins à confondre ces deux notions différentes, supposant qu'elles sont l'expression de la même idée. Mais cela est faux. Cela est entièrement faux. En critiquant la théorie anarchiste qui vise à « faire sauter » l'Etat en général et à le « supprimer », Lénine se plaçait sur le terrain de la théorie marxiste qui recommande de « démolir » la machine de l'Etat *bourgeois*.

Peut-être ne sera-t-il pas inutile, pour plus de clarté, de reproduire ici une citation de Lénine empruntée à l'un de ses manuscrits sur l'Etat, et se rapportant selon toutes probabilités, à la fin de 1916 ou au

début de 1917 (avant la révolution de février 1917). Ainsi il ressort de ce manuscrit : *a*) dans sa critique des erreurs semi-anarchistes de Boukharine, Lénine prenait pour point de départ la théorie marxiste visant à « démolir » l'appareil d'Etat bourgeois ; et *b*) que Boukharine tout en étant, selon l'expression de Lénine, « plus près de la vérité que Kautsky », « loin de dénoncer les kautskistes, les encourageait par ses erreurs ».

Voici le texte de ce manuscrit :

Dans le problème de l'Etat, la lettre *d'Engels* à Bebel du 18/28 mars 1875 présente une importance *extrême*.

Voici le principal passage de cette lettre, *in extenso*:

« L'Etat populaire libre est devenu un Etat libre. D'après le sens grammatical de ces termes, un Etat libre, est un Etat qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un Etat à gouvernement despotique. *Il est grand temps d'abandonner ce bavardage sur l'Etat, surtout après la Commune qui n'était plus un Etat dans le sens propre du mot.* Les anarchistes nous ont assez rebattu les oreilles avec la théorie de l'« Etat populaire », cela bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon et puis le *Manifeste communiste* disent explicitement *qu'avec l'instauration du régime socialiste l'Etat se dissoudra de lui-même (sien aus löst) et disparaîtra.*

L'Etat n'étant qu'une institution transitoire à laquelle on a recours pendant la lutte, pendant la révolution, pour écraser par la force ses ennemis, il est absurde de parler d'un Etat populaire libre : dès l'instant où le prolétariat *a besoin* d'un Etat, *ce n'est point pour la liberté, c'est pour écraser ses adversaires. Et le jour où il sera possible de parler de liberté, l'Etat n'existera plus comme tel.* Aussi, proposerions-nous de remplacer partout le mot « Etat » par le mot « commune » (*Gemeinwesen*), excellent vieux terme allemand répondant au terme français « commune ». [Souligné par Engels.]

Je crois que c'est là le passage le plus remarquable et pour ainsi dire, le plus virulent « *contre l'Etat* », que nous trouvions chez Marx et Engels.

1. « Il faut abandonner tout bavardage sur l'Etat ».
 2. « La Commune n'était plus un Etat au sens propre du mot ». (Que fut-elle alors? Evidemment la forme de transition de l'Etat à la société sans Etats.)
 3. « Les anarchistes nous ont assez rebattu les oreilles (*in die Zaehne geworfen*) avec leur théorie de l'« Etat populaire ». (Marx et Engels avaient donc honte de cette erreur manifeste de leurs amis allemands. Cependant, ils la tenaient — et, naturellement, ils avaient raison de la tenir, pour l'époque —, comme bien moins grave que l'erreur des anarchistes. C'est N.B!!)
 4. « Avec l'instauration du régime socialiste, l'Etat se décompose et disparaît »... « se dissout » (*Nota bene*) (plus tard on dira: « dépérit »).
 5. « L'Etat est une institution temporaire » nécessaire « dans la lutte, dans la révolution » (nécessaire au prolétariat).
 6. Ce n'est pas pour la liberté que l'on a besoin de l'Etat.
 7. Quand il y aura la liberté, il n'y aura pas d'Etat. Mais pour réprimer (?) (*Niederhaltung* ne veut pas dire réprimer à proprement parler, mais plutôt empêcher la restauration, tenir à la merci) les adversaires du prolétariat?
 8. « Nous » (c'est-à-dire Marx et Engels) proposerions de remplacer « *partout* » (dans le programme) le mot « Etat » par celui de « commune »... (*Gemeinwesen*)!!!
- On voit, de ce qui précède, comment les opportunistes et Kautsky ont vulgarisé Marx et Engels.

Les opportunistes n'ont compris aucune de ces huit pensées de grande valeur.

Ils n'ont emprunté que le côté pratique du présent: utiliser la lutte politique, utiliser l'Etat *moderne* pour instruire, pour éduquer le

prolétariat, pour «arracher des concessions». Cela est juste (contre les anarchistes), mais ce n'est qu'un centième du marxisme, s'il est permis d'employer ce terme d'arithmétique.

Kautsky a tout à fait dissimulé (ou oublié, ou pas compris) dans son œuvre de propagandiste et de publiciste les 8 points ainsi que le terme *Zerbrechen* de Marx (dans sa polémique contre Pannekoek en 1912 ou 1913, Kautsky s'est entièrement laissé sombrer dans l'opportunisme en cette matière).

Nous nous distinguons des anarchistes: a) par l'utilisation de l'Etat dès maintenant et b) pendant la *révolution* prolétarienne (« la dictature du prolétariat »). Ces points importent, pour la pratique, dès à présent. (C'est ce qui a échappé à Boukharine.)

Ce qui nous distingue des opportunistes, ce sont: des vérités plus profondes, « plus éternelles », a) sur le « caractère temporaire » de l'Etat; b) sur la « nocivité » d'en « bavarder » aujourd'hui; c) sur le caractère pas tout à fait étatique de la dictature du prolétariat ; d) sur l'antagonisme entre l'Etat et la liberté; e) l'idée (ou notion ou terme de programme) plus juste de « commune » devant remplacer l'idée de l'Etat; f) la « destruction » (*Zerbrechen*) de l'appareil bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois. Il convient d'ajouter que des opportunistes avérés d'Allemagne (Bernstein., Kolb, etc.) nient franchement la dictature du prolétariat cependant que le programme officiel et Kautsky la nient indirectement en faisant la conjuration du silence autour de lui, dans leur propagande de tous les jours et en *tolérant* la trahison des Kolb et consorts.

On a écrit à Boukharine en août 1916: « Laisse mûrir tes idées sur l'Etat ». Or, au lieu de cela, il s'est mêlé d'écrire, sous la signature *Nota bene*; et loin de démasquer les kauts-kistes, il n'a fait qu'approfondir leurs erreurs. Mais dans le fond, Boukharine est plus près de la vérité que Kautsky.

Telle est la brève histoire de la discussion théorique sur l'Etat. Quoi de plus clair : Boukharine a commis des erreurs semi-anarchistes, il est temps de les redresser et de reprendre la voie de Lénine. Mais il n'y a que des léninistes qui puissent penser de la sorte. Boukharine ne semble pas partager ce point de vue. Il affirme, au contraire, que ce n'est pas lui qui est dans l'erreur, mais Lénine ; que ce n'est pas lui qui doit suivre la voie de Lénine, mais que c'est Lénine qui doit suivre la voie de Boukharine. Cela vous paraît incroyable ? Ecoutez donc la suite.

Neuf ans après les discussions de 1916, période pendant laquelle Boukharine garda le silence, — un *an après la mort de Lénine*, en 1925 notamment, Boukharine fait paraître, dans le recueil *la Révolution du Droit*, un article intitulé : « Contribution à la théorie de l'Etat impérialiste », refusé en son temps par la rédaction du *Recueil du social-démocrate* (c'est-à-dire par Lénine). Dans la note dont cet article est muni Boukharine déclare ouvertement que dans cette discussion c'est lui, Boukharine, qui avait raison et non Lénine. Cela peut paraître invraisemblable, mais c'est un fait, camarades.

Voici le texte de cette note :

Notre article paru dans *l'Internationale des Jeunes* a provoqué une note critique de V.I. [c'est-à-dire de Lénine]. Les lecteurs se rendront aisément compte que l'erreur que l'on m'attribuait n'était qu'imaginaire, puisque je voyais nettement la nécessité de la dictature du prolétariat. D'autre part, la note d'Ilitch montre *la fausseté de son point de vue sur la nécessité de faire « sauter l'Etat »* (bourgeois, bien entendu), *puisqu'il confond cette question avec celle du dépérissement de la dictature du prolétariat*. Peut-être aurais-je dû développer davantage la question de la dictature. Mais pour me justifier je puis dire qu'à l'époque l'Etat bourgeois était l'objet d'un concert universel de louange au point qu'il était naturel de concentrer toute son attention sur la nécessité de *faire sauter* cette machine.

A mon retour d'Amérique en Russie et dès que j'ai rencontré Nadéjda Konstantinovna (c'était à notre VI^e congrès illégal, V. I. se cachait à cette époque) les premières paroles qu'elle m'adressa, furent celles-ci: « V. I. vous fait dire que pour ce qui est de la question de l'Etat il n'est plus en désaccords avec vous, aujourd'hui ». En étudiant la question, *Ilitch est arrivé aux mêmes conclusions que moi*, quant à la nécessité de « faire sauter » l'Etat, mais il a développé ce thème, ainsi que celui de la dictature du prolétariat, au point qu'il a fait époque dans l'évolution de la pensée théorique, dans ce sens ». (*Révolution du Droit*, Recueil I, édition de l'Académie communiste, 1925, p. 5.)

Voilà ce qu'écrivait Boukharine au sujet de Lénine un *an après* la mort de ce dernier.

Voilà un exemple illustrant les prétentions hypertrophiées d'un théoricien dont *l'instruction n'est pas encore achevée !*

Il est fort possible que Nadéjda Konstantinovna ait réellement adressé à Boukharine les paroles qu'il reproduit ici. Mais que faut-il en déduire ? Que Lénine avait des raisons de croire que Boukharine avait abandonné ou allait abandonner ses erreurs. C'est tout. Or, Boukharine en a décidé autrement. Il a décidé que, désormais, c'est lui et non Lénine qui doit être considéré comme le fondateur ou, du moins, comme l'inspirateur de la théorie marxiste sur l'Etat.

Jusqu'à présent nous nous considérons et continuons de nous considérer comme léninistes. Or, nous apprenons aujourd'hui que nous tous, y compris Lénine, ne sommes que les disciples de Boukharine. Voilà qui est plaisant. Mais rien à faire dès l'instant où l'on se heurte aux prétentions démesurées de Boukharine.

On pourrait croire que Boukharine a laissé échapper, malgré lui, des paroles imprudentes dans sa note jointe à l'article mentionné plus haut ; qu'il a lâché une sottise, sitôt oubliée.

Mais ce n'est pas le cas. Boukharine a, paraît-il, parlé très sérieusement. A preuve, la déclaration qu'il fait dans cette note sur les erreurs de Lénine et la justesse de la conception de Boukharine, a été tout récemment publiée à nouveau, en 1927, soit deux ans après la première sortie de Boukharine contre Lénine, dans la note biographique de Maretski sur Boukharine. (*Voyez l'Encyclopédie soviétique.*) A noter que Boukharine n'avait eu garde de protester contre une telle... intervention osée de Maretski.

Il est donc évident que l'article de Boukharine contre Lénine ne saurait être considéré comme un effet du hasard.

D'après Boukharine, c'est lui qui a raison et non Lénine ; l'inspirateur de la théorie marxiste de l'Etat n'est pas Lénine, mais Boukharine.

Tel est, camarades, le tableau illustrant les errements et prétentions théoriques de Boukharine.

Et c'est cet homme qui a l'audace, après tout cela, de venir déclarer ici, dans un discours, qu'il y a « quelque chose de pourri » dans l'orientation théorique de notre parti, qu'il y a là une déviation vers le trotskisme ! Ces paroles émanent de ce même Boukharine qui est en train de commettre (et qui a commis dans le passé) une série de fautes théoriques et pratiques très lourdes ; qui, tout récemment encore, fut le disciple de Trotski, qui, hier encore, cherchait à faire bloc contre les léninistes avec les trotskistes avec qui il entretenait des relations en sous main ! N'est-ce pas ridicule ?

7. Plan quinquennal ou plan biennal ?

Permettez-moi maintenant de passer au discours de Rykov. Si Boukharine a essayé de donner un fondement théorique à la déviation de droite, Rykov, lui, s'attache, dans son discours à étayer

la chose de suggestions pratiques, en nous dépeignant les « horreurs » dues aux difficultés que nous rencontrons dans l'agriculture. Est-ce à dire que Rykov n'ait pas touché les problèmes d'ordre théorique? Si, il les a bien touchés. Mais, ce faisant, il a commis au moins deux erreurs sérieuses.

Dans son projet de plan quinquennal, refusé par la commission du Bureau politique, Rykov déclare que « l'idée centrale du plan quinquennal consiste dans le rendement accru du travail national ». Bien que la commission du Bureau politique ait rejeté ce point de vue tout à fait faux, Rykov ne l'en a pas moins défendu ici dans son discours. Est-il vrai que dans le *pays soviétique* l'idée maîtresse du plan quinquennal soit dans l'accroissement du rendement ? Non, cela est faux. Nous ne voulons pas *n'importe quel* accroissement du rendement.

Ce qu'il nous faut c'est un accroissement nettement défini susceptible *d'assurer la prépondérance méthodique du secteur socialiste de l'économie nationale sur le secteur capitaliste*. Voilà, camarades, où est le nœud de la question. Un plan quinquennal, qui négligerait cette idée maîtresse ne serait plus un plan quinquennal, mais une absurdité quinquennale. Toute société, capitaliste ou précapitaliste, est intéressée à l'accroissement de son rendement.

Ce qui distingue la société *soviétique* de toute autre société, c'est qu'elle ne s'intéresse qu'à un accroissement du rendement susceptible d'assurer la prédominance des forces socialistes de l'économie sur les autres formes et, avant tout, sur les formes capitalistes, et permettant de surmonter, d'évincer les formes capitalistes d'économie. Or Rykov semble avoir oublié cette idée réellement centrale du plan quinquennal de développement de la société *soviétique*. Telle est sa première faute théorique.

Sa deuxième faute consiste en ce qu'il ne fait pas de différence, ou ne veut pas comprendre la différence, entre la circulation de

marchandises d'une collectivité agricole et celle de toutes les autres exploitations individuelles, y compris les exploitations individuelles capitalistes. Rykov assure qu'au point de vue de la circulation des marchandises sur le marché des céréales, qu'au point de vue du stockage des blés, il ne voit pas de différence entre la collectivité agricole et le détenteur privé de céréales.

Peu lui importe à qui nous achetons du blé : à la collectivité agricole, au cultivateur privé ou à un gros revendeur argentin. Voilà qui est faux, radicalement faux. C'est reprendre la déclaration bien connue de Froumkine qui disait, à un moment donné, qu'il lui était bien égal où et à qui acheter du blé, à un particulier ou à une collectivité agricole. C'est vouloir, sous une forme voilée, défendre, réhabiliter et justifier les manigances des koulaks sur le marché des céréales. Le fait que cette défense a lieu du point de vue de la circulation des marchandises ne change rien à la question, cela n'en est pas moins une tentative de justifier les machinations des koulaks sur le marché des céréales.

S'il est vrai qu'il n'existe aucune différence — du point de vue de la circulation des marchandises — entre les formes collectives et non collectives d'économie, à quoi bon, en ce cas, multiplier les collectivités agricoles, leur conférer des avantages ; à quoi bon s'efforcer de vaincre les éléments capitalistes de l'économie rurale ? Il est évident que Rykov s'est engagé dans une fausse voie. C'est là sa deuxième erreur théorique.

Mais passons. Abordons les problèmes pratiques que Rykov touche dans son discours.

Rykov a affirmé ici qu'en dehors du plan quinquennal il importait d'avoir encore un autre plan parallèle, à savoir un plan biennal de développement de l'agriculture. Il fondait la nécessité de ce plan biennal parallèle sur les difficultés agraires. Il a dit : Le plan quinquennal est une bonne chose, je suis pour lui, mais on fera mieux encore d'y joindre un plan biennal de développement agricole,

sinon l'agriculture n'ira pas très loin. A première vue, cette proposition n'a rien de préjudiciable.

Mais quand on y regarde de plus près, on se rend compte que le plan biennal de l'agriculture n'a été conçu que pour souligner le caractère irréel, irréalisable du plan quinquennal. Pouvions-nous accepter cette thèse ?

Il est évident que non. Nous disions à Rykov : Si vous n'êtes pas content du plan quinquennal dans le domaine de l'économie rurale, si vous tenez pour insuffisantes les sommes que, d'après le plan quinquennal, nous engageons pour le développement de l'agriculture, dites-le franchement, proposez vos chiffres, vos investissements, à titre complémentaire, nous acceptons de consigner dans le plan quinquennal les investissements complémentaires que vous demanderiez pour l'agriculture.

Or, il se trouve que Rykov n'a aucune proposition concrète à faire quant aux assignations à accorder à l'agriculture.

En ce cas, la question se pose de savoir à quoi servirait alors le plan biennal parallèle de l'agriculture ?

Et puis : en dehors du plan quinquennal il existe encore des plans annuels, partie intégrante du plan quinquennal, voulez-vous que nous consignions dans les plans annuels des deux premières années vos propositions concrètes supplémentaires visant à relever l'agriculture, si tant est que vous, Rykov, ayez des propositions à faire? Il s'est trouvé que Rykov n'avait pas de plan précis à nous présenter en ce qui concerne les assignations complémentaires à l'agriculture.

Nous avons compris alors que le plan biennal de développement de l'agriculture préconisé par Rykov ne visait pas à relever l'économie rurale, mais à montrer le caractère irréel et inefficace du plan

quinquennal, à en compromettre la valeur.

Pour l' « âme », pour la façade — c'est le plan quinquennal ; pour l'action, pour le travail pratique — c'est le plan biennal — voilà la stratégie à laquelle aboutissait Rykov : préconiser le plan biennal pour, plus tard, au cours de la réalisation pratique du plan quinquennal, opposer à ce plan son plan biennal, remanier le plan quinquennal et l'adapter au plan biennal, en comprimant les assignations à l'industrie.

Voilà les raisons pour lesquelles nous avons rejeté la proposition de Rykov tendant à établir un plan biennal parallèle.

8. Sur les surfaces emblavées

Rykov a cherché ici à effrayer le Parti en l'assurant que les superficiesensemencées en U.R.S.S. avaient tendance à diminuer de façon systématique. Ce faisant, il avait l'air d'en rendre responsable le Parti. Il n'allait pas jusqu'à déclarer ouvertement que nous sommes en régression. Mais son discours laisse entendre que, dès maintenant, il se produit chez nous une chose qui frise la dégradation.

Est-il vrai que les surfaces emblavées ont tendance à diminuer systématiquement ? C'est inexact. Rykov a opéré ici avec les moyennes des surfaces emblavées, dans l'ensemble du pays. Mais la méthode des moyennes, non rectifiées par les données de chaque région, n'est pas une méthode scientifique.

Rykov a peut-être lu le *Développement du capitalisme* de Lénine. Si oui, il doit se rappeler comment Lénine y combat les économistes bourgeois qui emploient la méthode des chiffres moyens sur l'accroissement des surfacesensemencées et négligent les données fournies par les régions respectives. N'est-il pas étrange que Rykov reprenne aujourd'hui les erreurs des économistes bourgeois ?

Or en examinant le mouvement des surfaces ensemencées dans chacune des régions, c'est-à-dire en étudiant la question scientifiquement, nous apprenons que, dans certaines régions, les surfaces d'ensemencement augmentent *systématiquement*; dans d'autres, elles diminuent *quelquefois*, en connexion surtout avec les conditions météorologiques ; en outre, il n'est point de données établissant que nous avons une région de céréales parmi les plus importantes où l'on observe une diminution *systématique* de la surface ensemencée.

En effet, dans les rayons qui ont été éprouvés par les gelées ou la sécheresse, telles que certaines régions d'Ukraine, les surfaces d'ensemencement accusent depuis quelque temps une tendance à la réduction.

Une voix. — *Pas toute l'Ukraine.*

Schlikhter. — *En Ukraine, la superficie ensemencée s'est accrue de 2,7 %.*

Staline. — Je vise la région des steppes d'Ukraine. Par contre, dans les autres rayons, non touchés par les conditions météorologiques défavorables, — tels que Sibérie, Volga, Kasakstan, Bachkirie, — les surfaces ensemencées s'élargissent de façon systématique.

Comment expliquer le fait que dans certains rayons la surface ensemencée croît systématiquement, alors que dans d'autres, elle est en décroissance quelquefois? Car on ne saurait affirmer sérieusement que la politique du Parti varie d'un rayon à l'autre, qu'elle n'est pas la même en Ukraine, à l'Est ou au Centre de l'U.R.S.S. Ce serait absurde. Il est évident que les conditions de climat jouent ici un rôle important.

Ce qui est vrai, c'est que les koulaks réduisent leurs emblavures indépendamment des conditions climatiques. La faute peut être ici imputée à la politique du Parti qui vise à soutenir les paysans

pauvres et moyens *contre* les koulaks ?

Mais que faut-il en déduire ? Nous sommes-nous jamais engagés à faire une politique favorable à tous les groupements sociaux de la campagne, y compris les koulaks? Pouvons-nous, en général, suivre une politique tendant à donner satisfaction aux exploiters et aux exploités, si nous voulons faire une politique marxiste? Qu'y a-t-il donc de particulièrement étonnant si, du fait de notre politique léniniste, qui tend à limiter et à vaincre les éléments capitalistes ruraux, les koulaks se mettent à réduire, en partie, leurs superficies ensemencées?

Peut-il en être autrement? Peut-être cette politique est-elle fausse, — qu'on nous le dise alors ouvertement. N'est-il pas surprenant de voir des gens se disant marxistes, s'efforcer, dans leur désarroi, de faire passer la diminution partielle des emblavures de koulaks pour une diminution générale des emblavures — oublieux qu'ils sont, qu'en dehors des koulaks il existe encore des paysans pauvres et des paysans moyens, dont la superficie emblavée s'élargit de plus en plus, qu'il existe des collectivités agricoles et des fermes d'Etat dont les emblavures prennent une extension rapide?

Enfin, je tiens à relever, dans le discours de Rykov, encore une inexactitude relative aux emblavures. Rykov s'est plaint ici en disant que dans les rayons, surtout où les collectivités agricoles sont les plus développées, la superficie ensemencée des paysans pauvres et moyens possédant des exploitations individuelles allait en diminuant. Cela est exact. Mais où est le mal ?

Il n'en saurait point être autrement.

Dès l'instant où les cultivateurs pauvres et moyens abandonnent leurs exploitations individuelles pour passer à l'exploitation collective, n'est-il pas clair que l'extension et la multiplication des collectivités agricoles doivent forcément déterminer une réduction de la superficie des exploitations individuelles des paysans pauvres

et moyens. N'est-ce pas dans l'ordre des choses ?

A l'heure actuelle, les collectivités agricoles possèdent une superficie d'un peu plus de deux millions d'hectares. A la fin du plan quinquennal, elles détiendront une superficie de plus de 25 millions d'hectares. Aux dépens de qui augmentera la superficie des collectivités agricoles ? Aux dépens des exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens. Il ne saurait en être autrement.

Par quelle autre méthode faire passer les exploitations individuelles des paysans pauvres et moyens à la collectivisation? N'est-il pas clair que dans toute une série de rayons la superficie ensemencée collective s'accroîtra aux dépens de celle des exploitations individuelles? Il est étonnant qu'il se trouve des gens pour ne pas comprendre ces vérités, pourtant si simples.

9. Sur les stockages du blé

On a dit ici un tas de sottises sur nos difficultés de stockage du blé. Mais on a négligé les principales circonstances de ces difficultés. On a oublié, tout d'abord, que cette année la récolte globale de froment et de seigle a été de 5 à 600 millions de pouds inférieure à celle de l'année passée. Cela devait tout naturellement avoir une répercussion sur nos stockages. Peut-on en rendre responsable la politique du Comité central? Non, la politique du C.C. n'y est pour rien.

Cette récolte déficitaire s'explique par les gelées et la sécheresse dans la région des steppes d'Ukraine, par la mauvaise récolte partielle dans le Caucase du Nord, dans la Région centrale des Terres noires, et enfin dans la région du Nord-Ouest. Voilà la principale raison pour laquelle, au 1^{er} avril de l'an passé, nous avons réussi à stocker en Ukraine 200 millions de pouds (seigle et froment), alors que cette année, à la même date, nous en avons seulement 26 à 27 millions de pouds.

C'est ce qui explique encore pourquoi, cette année, nos stockages

dans la Région centrale des Terres noires, sont huit fois moins forts que ceux de l'année passée et quatre fois moins forts dans le Caucase du Nord.

Par contre, dans certains rayons, à l'Est, les stockages se sont accrus presque au double de l'année passée. Mais ils n'ont pu, bien entendu, compenser notre déficit en blé en Ukraine, au Caucase du Nord, et dans la Région centrale des Terres noires. Il faut se rappeler que dans les conditions normales, l'Ukraine et le Caucase du Nord fournissent plus de la moitié, voire même les deux tiers du stockage de blé en U.R.S.S.. N'est-il pas surprenant que Rykov ait négligé cette circonstance ?

Voici un autre facteur principal de nos difficultés de stockage du blé. C'est la résistance des koulaks et des éléments aisés de la campagne à la politique du gouvernement soviétique. Rykov a négligé ce facteur.

Mais ce faisant, il a passé sous silence l'essentiel. L'expérience de ces deux dernières années atteste que les couches rurales aisées qui détiennent des excédents considérables de céréales jouent au marché un rôle prédominant; qu'elles ne veulent pas nous livrer volontairement les quantités nécessaires de blé aux prix établis par le gouvernement soviétique. Pour approvisionner en céréales les villes et les centres industriels, l'Armée rouge et les rayons à cultures techniques, il nous en faut près de 500 millions de pouds par an. Nous obtenons, à titre volontaire et sans pression aucune, 300 à 350 millions de pouds de blé. Pour les 150 millions de pouds restants, nous sommes obligés d'exercer une pression organisée sur les koulaks et les éléments ruraux aisés.

Telle est la leçon qui se dégage des deux dernières années, en matière de stockage des céréales.

Que s'est-il passé depuis deux ans? D'où viennent tous ces

changements ? Pourquoi les livraisons volontaires étaient-elles suffisantes précédemment et ne le sont-elles plus aujourd'hui? Voici ce qui s'est produit: les koulaks et les éléments ruraux aisés se sont renforcés au cours de ces années, ils ont profité des bonnes récoltes qui se sont succédées pour affermir leur économie, ramasser des capitaux; or, maintenant, ils ont la possibilité de manœuvrer sur le marché, en gardant les excédents de céréales dans l'attente d'une hausse de prix et en « se retournant » sur les autres cultures. Le blé n'est pas qu'une simple marchandise.

Le blé n'est pas du coton que l'on ne peut manger ni vendre au premier venu. A la différence du coton, le blé est, de nos jours, une marchandise que tout le monde achète et dont nul ne saurait se passer. Or, le koulak spéculé là-dessus : il garde le blé, contaminant ainsi par son exemple tous les autres détenteurs de céréales. Le koulak sait que le blé est la plus précieuse valeur au marché des changes. Il sait que les excédents de blé sont non seulement un moyen de s'enrichir, mais aussi un moyen de s'asservir le paysan pauvre.

Dans les conditions actuelles, les excédents de céréales entre les mains des koulaks servent à leur renforcement économique et politique. C'est pourquoi, en nous faisant livrer ces excédents de blé par les koulaks, nous aidons d'abord à l'approvisionnement des villes et de l'Armée rouge, et nous détruisons ensuite le renforcement économique et politique des koulaks.

Que faire pour nous procurer ces excédents de blé? Il faut d'abord liquider comme nuisible et dangereuse la théorie des « livraisons volontaires ». Il faut *organiser* les stockages de blé. Il faut mobiliser les paysans pauvres et moyens contre les koulaks et organiser leur appui collectif aux dispositions des Soviets tendant à renforcer le stockage. La méthode adoptée en Sibérie et dans l'Oural, méthode qui consiste en ce que les paysans fixent *eux-mêmes* la quantité de blé à fournir, à ceci de bon qu'elle permet de mobiliser les couches

rurales laborieuses contre les koulaks, pour faciliter les stockages.

L'expérience a montré que cette méthode aboutit à des résultats positifs. Elle a montré aussi que ces résultats positifs s'obtiennent, chez nous, dans deux directions : d'abord nous nous faisons livrer les excédents de blé par les couches aisées de la campagne, en facilitant ainsi l'approvisionnement du pays ; et puis, nous mobilisons les paysans pauvres et moyens contre les koulaks, nous les éduquons politiquement et en formons une imposante armée politique dans la campagne. Cette circonstance échappe à certains camarades.

Or, elle constitue une des acquisitions les plus importantes, sinon la plus importante, de la méthode de stockage pratiquée dans l'Oural et en Sibérie.

Il est vrai que cette méthode est parfois suivie de mesures extraordinaires contre les koulaks, ce qui a le don de provoquer les doléances comiques de Rykov et de Boukharine. Mais quel mal y a-t-il à cela? Pourquoi n'appliquerions-nous pas, dans certaines conditions, des mesures extraordinaires contre l'ennemi de classe, les koulaks?

Pourquoi, dans les villes, est-il permis d'arrêter des centaines de spéculateurs et de les déporter dans la région de Touronskhansk, et pourquoi serait-il interdit d'appliquer aux koulaks qui essaient de prendre à la gorge le gouvernement soviétique et d'asservir les paysans pauvres, des mesures de coercition sociale, pour leur faire livrer leurs excédents de blé, aux prix auxquels les paysans pauvres et moyens livrent les leurs aux organismes de stockage ?

A quoi cela tient-il ? Notre parti s'est-il jamais prononcé, *en principe*, contre l'application de mesures extraordinaires aux koulaks ? Boukharine et Rykov sont visiblement *en principe* contre l'application de mesures extraordinaires envers les koulaks. Mais, n'est-ce pas là une politique bourgeoise libérale, et non marxiste ?

Vous ne pouvez ignorer que Lénine, sitôt introduite la Nep, s'est prononcé même pour le retour à la politique des comités de paysans pauvres, toutes proportions gardées, bien entendu. Or, comparée à la politique des comités de paysans pauvres l'application partielle de mesures extraordinaires contre les koulaks n'est que de la petite bière.

Les partisans du groupe Boukharine espèrent faire accepter à notre ennemi de classe la nécessité de nous livrer volontairement ses excédents de blé et de renoncer, de plein gré, à ses propres intérêts. Ils espèrent que le koulak dont la situation s'est consolidée, qui a maintenant la possibilité de se rattraper sur d'autres cultures et qui cache ses excédents de blé, — ils espèrent que ce koulak acceptera de livrer son blé spontanément aux prix fixés par l'Etat.

Seraient-ils devenus fous? N'est-il pas évident qu'ils ne se rendent pas compte du mécanisme de la lutte de classe, qu'ils ne savent pas ce que sont les classes ? Savent-ils, au moins, que les koulaks se moquent de nos agents et du régime soviétique, dans les réunions rurales convoquées en vue de faciliter les stockages en blé ? Savent-ils, par exemple que, dans le Kasakstan, un de nos agitateurs a parlé deux heures durant pour faire comprendre à l'assistance la nécessité de livrer à l'Etat le blé nécessaire à l'approvisionnement du pays, et qu'à la fin un koulak a pris la parole, la pipe aux dents, pour déclarer : « Danse voir un peu, mon gars, alors peut-être je te donnerai un ou deux pouds de blé ».

Des voix. — *Ah, les crapules!*

Staline. — Allez donc discuter avec ces gens-là! Non, les classes sont les classes. Cette vérité reste entière. La méthode employée dans l'Oural et en Sibérie a ceci de bon qu'elle permet plus facilement de dresser les paysans pauvres et moyens contre les koulaks, qu'elle permet de briser plus facilement la résistance de ces derniers et de les acculer à livrer à l'Etat leurs excédents de blé.

A l'heure actuelle, le mot à la mode, dans les milieux de la nouvelle

opposition, dans le groupe Boukharine, est celui des « exagérations » commises dans les stockages.

Ce mot est devenu chez eux la marchandise la plus courante parce qu'il leur permet de masquer leur propre ligne politique. Lorsqu'ils tiennent à camoufler leur attitude, ils disent d'ordinaire: Certes, nous ne sommes pas contre la pression à exercer sur les koulaks; mais nous ne voulons pas forcer la note dans ce domaine et porter atteinte aux intérêts des paysans moyens.

Ensuite, vient le récit des conséquences « terribles » que comporte le fait de vouloir « exagérer », ils donnent lecture de lettres de « paysans », de lettres effrayées émanant de camarades tels que le camarade Markov, et ils tirent la conclusion : Il faut renoncer à la politique de pression sur les koulaks. Réfléchissez-y bien.

La note étant forcée en ce qui concerne l'application de la bonne politique, ne va-t-on pas jusqu'à dire qu'il faut y *renoncer à cette bonne politique*? Tel est le procédé habituel des opportunistes: la note étant forcée quant à l'application de la ligne juste, il faut supprimer cette ligne et lui substituer une ligne opportuniste. Au surplus, les camarades du groupe Boukharine passent soigneusement sous silence qu'il existe encore une autre manière de forcer la note, plus dangereuse et plus nuisible, à savoir celle tendant à pactiser avec le koulak, à s'adapter aux couches rurales aisées, à substituer à la politique révolutionnaire du Parti la politique opportuniste des droitiers.

Certes, nous sommes tous contre ces excès. Nous n'entendons pas que les coups destinés aux koulaks viennent frapper le paysan moyen. Chose évidente et indéniable. Mais nous n'entendons point non plus que le verbiage pratiqué avec tant de zèle par le groupe Boukharine, au sujet des excès, vienne discréditer la politique révolutionnaire du Parti, et cherche à lui substituer la politique opportuniste.

Non, « ça ne prendra pas ».

Nommez-moi une seule mesure politique prise par le Parti et qui ne prête pas à des abus. La conclusion à tirer, c'est qu'il faut combattre ces abus. Mais est-ce une raison pour jeter le discrédit sur toute la ligne du Parti qui est la seule ligne juste? Prenons, à titre d'exemple, la réforme de la journée de 7 heures. Nul doute que c'est une des mesures les plus révolutionnaires que notre parti soit en train de réaliser, depuis quelque temps.

Cependant, tout le monde sait que cette réforme, essentiellement révolutionnaire en substance, a donné lieu, dans la pratique, à toute une série d'abus des plus déplorables. Est-ce à dire que nous devons renoncer à appliquer la réforme de la journée de 7 heures? Les camarades de la nouvelle opposition se rendent-ils bien compte qu'ils se laissent sombrer dans un bourbier, en tablant sur les abus qui se produisent lors des stockages?

IV - Sur la lutte contre la déviation de droite

Nous avons ainsi passé en revue les principaux points de nos désaccords tant dans le domaine de la théorie que dans celui de la politique de l'I.C., et de la politique intérieure de notre parti.

Il résulte de tout ce qui précède que la déclaration de Rykov au sujet de la ligne politique *unique* dans notre parti ne correspond pas à la réalité. De ce qui précède, il résulte que nous avons en fait *deux* lignes politiques. La première, c'est la ligne générale, la ligne révolutionnaire léniniste de notre parti. L'autre ligne, est celle du groupe Boukharine. Cette seconde ligne ne s'est pas encore entièrement cristallisée, d'abord, parce que dans le groupe de Boukharine règne une incroyable confusion d'idées, et puis, parce que cette seconde ligne ne jouant qu'un rôle insignifiant dans le Parti, s'efforce de se masquer de façon ou d'autre. Mais elle n'en existe pas moins, et, comme vous l'avez vu, elle se *différencie* de la ligne du Parti en tant qu'elle *s'oppose*, dans presque toutes les

questions de notre politique, à la ligne générale. Cette seconde ligne est, au fond, celle de la *déviatiion de droite*.

Boukharine a parlé ici de l' « exécution civile » de trois membres du Bureau politique que les organisations de notre parti sont en train d'entreprendre, pour employer le propre terme de Boukharine. Il a dit que le Parti avait soumis trois membres du Bureau politique, Boukharine, Rykov et Tomski, à une « exécution civile », en critiquant leurs erreurs dans la presse et dans des réunions, alors que les trois membres du Bureau politique, eux, étaient « réduits » au silence. Ce sont les faussetés émanant d'un communiste qui fait du libéralisme, qui cherche à disloquer le Parti dans sa lutte contre la déviation de droite.

Dès l'instant où Boukharine et ses amis ont sombré dans les erreurs de droite, il s'ensuit que le Parti n'a pas le droit de dénoncer ces erreurs, qu'il doit cesser la lutte contre la déviation de droite, dans l'attente que Boukharine et ses amis daignent abjurer leurs erreurs. Mais n'est-ce pas trop nous demander, Boukharine!

Il s'imagine peut-être que le Parti existe pour lui, et non lui pour le Parti. Mais qui l'oblige au silence, qui le force à se tenir coi, alors que tout le Parti est mobilisé contre la déviation de droite et livre un assaut vigoureux contre les difficultés ? Pourquoi Boukharine et ses proches amis n'interviendraient-ils pas en ce moment pour engager une lutte décisive contre la déviation de droite et les conciliateurs ? Nul doute que le Parti saurait gré à Boukharine et à ses proches amis s'ils venaient à se décider à cet acte, pas trop difficile après tout. Et pourquoi ne se décideraient-ils pas à accomplir ce geste obligatoire pour eux, en fin de compte? Est-ce parce qu'ils placent les intérêts de leur groupe au-dessus de ceux du Parti et de sa ligne générale?

A qui la faute si, dans la lutte contre la déviation de droite, Boukharine, Rykov et Tomski sont absents? N'est-il pas évident que les discours sur l'« exécution civile » de trois membres du Bureau

politique sont une tentative mal voilée faite par ces trois membres du Bureau politique pour réduire le Parti au silence et l'obliger à arrêter la lutte contre la déviation de droite ?

La lutte contre la déviation de droite n'est pas une tâche secondaire; elle est une des tâches décisives de notre parti. Si nous tolérons dans notre milieu, dans notre parti, dans le Quartier Général politique du prolétariat, qui dirige le mouvement et conduit en avant le prolétariat, — si nous tolérons dans ce Quartier Général *la libre existence et le libre jeu des déviations de droite*, qui s'efforcent de démobiliser le Parti, de décomposer la classe ouvrière, d'adapter notre politique aux goûts de la bourgeoisie « soviétique » et de capituler devant les difficultés de notre édification, — si nous tolérons tout cela, où cela nous mènera-t-il ?

Cela ne reviendra-t-il pas à dire que nous voulons freiner notre révolution, désagréger notre édification socialiste, fuir les difficultés, rendre nos positions aux éléments capitalistes ? Le groupe de Boukharine se rend-il compte que renoncer à combattre la déviation de droite équivaut à *trahir* la classe ouvrière, à *trahir* la révolution. Le groupe de Boukharine se rend-il compte que sans triompher de la déviation de droite et des conciliateurs, il nous sera impossible de vaincre les difficultés qui s'amoncellent sur notre chemin, que sans avoir surmonté ces difficultés nous ne pouvons réaliser des succès plus ou moins sérieux dans le domaine de l'édification socialiste? Que valent après tout cela, les propos sur l' « exécution civile » de trois membres du Bureau politique ?

Non, camarades, vous ne réussirez pas à faire peur au Parti par des bavardages libéraux sur l' « exécution civile ». Le Parti vous engage à mener le combat décisif contre la déviation de droite et les conciliateurs, conjointement avec les autres membres du Comité central de notre parti. Il vous demande ce geste afin de faciliter la mobilisation de la classe ouvrière, d'organiser l'offensive du socialisme sur tout le front, de briser la résistance des classes

ennemies et d'assurer notre triomphe sur les difficultés de notre édification socialiste. Ou vous accomplirez le geste que le Parti vous demande, et le Parti vous en saura gré ; ou vous vous déroberez à ce geste, et alors prenez-vous-en à vous-mêmes.